



Institut de Documentation et de  
Recherche sur la Paix

# Les cahiers de l'IDRP

FÉVRIER - MARS 2019

## DOSSIER : MILITARISATIONS / DÉSARMEMENT

### DÉCODAGES

*L'Europe face au désordre du monde (Paul Quilès) ; Des fins de l'Alliance à la fin de l'Alliance ? (Olivier Kempf)*

### ENGAGEMENTS

*Le mouvement pacifiste allemand aujourd'hui (Reine Braun, Alain Rouy) ; Mouvements de paix : grands rassemblements d'hier, mobilisations d'aujourd'hui (Daniel Durand)*

### NOTES

*NOTE sur le premier sommet entre l'UE et la Ligue arabe ; NOTE sur le 2e Forum pour la paix de novembre 2019 ; NOTE sur la crise au Venezuela ; NOTE sur Gutterès et le contrôle des armements.*

### LETTRE DE L'IDRP

*Édito ; Les États généraux de la paix ; l'Appel de Bâle ; un livre à lire*

## L'Europe face au désordre du monde

Paul Quilès<sup>1</sup>

Mardi 22 janvier 2019 était signé à Aix-la-Chapelle le *Traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes*. Il vise à rafraîchir les relations bilatérales franco-allemandes jusqu'alors régies par le Traité de l'Élysée signé en 1963 par le Général de Gaulle et le chancelier de l'Allemagne de l'Ouest, Konrad Adenauer.

De portée plus symbolique que stratégique, ce Traité vient « compléter » le texte de 1963, comme cela est précisé dans son article 27. Son ambition est de permettre aux deux pays d'« approfondir leur coopération » et de « faire converger leurs objectifs » dans plusieurs secteurs pour tenter de relancer la dynamique européenne. Le Traité devrait permettre une plus grande coopération franco-allemande avec des analyses stratégiques rapprochées, facilitant les avancées dans des domaines prioritaires. L'Allemagne et la France devraient ainsi se consulter régulièrement pour chercher « à établir des positions communes » à défendre devant les instances européennes et internationales en matière de politique étrangère, de défense – avec l'instauration d'un conseil de défense franco-allemand –, de sécurité et de développement.

### Quel avenir pour l'OTAN ?

Une institution présente dans le Traité est l'OTAN. Déjà en 1963, après le refus des États-Unis de former un directoire occidental avec la France et le Royaume-Uni, le Général de Gaulle avait souhaité, avec le Traité de l'Élysée, insuffler un désir d'indépendance européenne dans le secteur de la défense. Mais le Parlement allemand avait rédigé un préambule au Traité, affirmant que l'alliance franco-allemande ne pouvait se substituer à l'OTAN. Cinquante-six ans plus tard, la référence à l'OTAN apparaît cette fois-ci dans le corps même du Traité<sup>2</sup> et la question de la sécurité européenne n'a que peu avancé.

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a été créée en 1949 pour assurer la sécurité et la défense de l'Europe et de l'Amérique du Nord face à la menace soviétique. Le Pacte de Varsovie sera ainsi l'adversaire désigné de l'OTAN entre 1955 et 1991, l'article V du Traité stipulant qu'un membre de l'Alliance doit venir en aide à tout autre membre qui ferait l'objet d'une attaque militaire. Après la fin de la Guerre Froide en 1991 et la dissolution de l'URSS, l'Alliance atlantique a perduré, malgré la disparition de sa principale raison d'être. À l'instigation des États-Unis, elle s'est même considérée comme le bras séculier des Nations-Unies et a pris en compte de nouvelles crises et menaces, comme le terrorisme international ou la prolifération des armes de destruction massive.

Face à un paysage géostratégique radicalement modifié par la multiplication et la transformation des menaces, l'OTAN peine à offrir une réponse diplomatiquement et militairement cohérente. L'Alliance est en effet remise en question depuis de nombreuses années par les États-Unis qui accusent les Européens de partager insuffisamment le poids du fardeau financier de l'organisation. Les États-Unis assurent en effet 70 % des dépenses militaires de l'Alliance, mais sont paradoxalement les seuls à avoir jamais bénéficié de la clause de défense collective inscrite à l'article V du Traité de l'OTAN après les attentats du 11 septembre 2001 à New-York.

---

1 Ancien ministre de la Défense – Président d'Initiatives pour le désarmement nucléaire

2 Traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes, Article 4, alinéas 1 et 2, 22 janvier 2019.

Aujourd'hui, les États-Unis sont en effet la colonne vertébrale problématique de l'alliance : ils confortent l'union d'un point de vue matériel et financier, tout en la rendant politiquement instable. Convaincu que l'OTAN représente une charge inutile pour son pays, le président américain Donald Trump porte depuis son élection des attaques répétées et multiplie les mises en garde envers ses partenaires européens, les exhortant à augmenter leurs dépenses de défense. À ce jour, seuls le Royaume-Uni, la Grèce, la Lettonie et les États-Unis consacrent plus de 2 % de leur PIB aux dépenses militaires, alors que tous les membres de l'OTAN s'étaient engagés à atteindre ce seuil d'ici 2024.

Confrontées aux menaces américaines de plus en plus fréquentes de se retirer de l'Alliance transatlantique, l'Europe doit s'interroger sur son propre futur au sein de l'OTAN. Il est certain qu'aucun État européen ne peut aujourd'hui assurer sa défense de manière solitaire : la décroissance des budgets de défense combinée à la diversification des menaces entraîne une dispersion des efforts et des lacunes capacitaires qui dégradent leur autonomie opérationnelle. Mais le développement d'une structure de sécurité collective autonome et indépendante est devenu une urgence depuis l'élection de Donald Trump. L'Union Européenne a besoin d'être autonome militairement, mais elle ne parvient pas à s'exprimer à l'unisson.

## **Quelle Europe de la défense ?**

C'est tout l'histoire de l'Europe de la défense, qui a vu se multiplier les coopérations militaires et industrielles, tout en restant inapte à résoudre des crises aussi bien internes qu'externes. Pourtant, l'Union Européenne s'est dotée d'une Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) depuis 1999 à travers les "missions de Petersberg" ainsi que d'une force de réaction rapide depuis 2010 composée de groupements tactiques nationaux, binationaux ou multinationaux déployables en moins de 10 jours. Elle s'est aussi dotée d'institutions politico-militaires, animées par le Haut-Représentant de l'UE pour la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC).

Pendant, ses lacunes demeurent nombreuses. Il existe tout d'abord un manque de consensus sur le projet d'une défense européenne. Des pays désirent demeurer pleinement engagés dans l'Alliance transatlantique (Norvège, Pologne, Pays Baltes), sous protection américaine. D'autres s'opposent systématiquement à une structure européenne concurrente de l'OTAN (comme le Royaume-Uni), quand les pays d'Europe de l'Ouest présentent une volonté d'émancipation. L'Union Européenne possède 27 cerveaux pour un seul bras – la PESC – et la règle de l'unanimité rend laborieux et impossible le processus de décision.

Les lacunes sont aussi matérielles, face à l'impossibilité de financer des opérations militaires au travers du budget européen. Les opérations les plus lourdes sont confiées aux moyens et aux capacités de l'OTAN via les accords "Berlin Plus" de 2002 et, si l'Union européenne dispose d'une planification de défense depuis 2003, les différents processus de planification s'entrechoquent et le centre d'opérations européen n'a que des effectifs limités et n'est pas activé en permanence.

Toutefois, dans ses conclusions du 14 novembre 2016 sur la mise en œuvre de la stratégie globale dans le domaine de la sécurité et de la défense, le Conseil de l'Union Européenne a adopté un « *niveau d'ambition* » comprenant trois objectifs de défense : la réaction aux crises et aux conflits extérieurs, le renforcement des capacités des partenaires et la protection de l'Union et de ses citoyens. L'Europe doit désormais mettre en adéquation son fort volontarisme sur les questions de défense et les actes réels des États.

Une Europe de la défense peut-elle coexister aux côtés de l'OTAN, sans remettre en cause l'organisation transatlantique, tout en étant maître de ses décisions ? Répondre à cette

question devient une urgente nécessité à l'heure où Donald Trump et Vladimir Poutine ont annoncé la fin du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (INF), visant à l'élimination des missiles balistiques et de croisière russes et américains.

Le nucléaire militaire, autrefois considéré comme un moyen d'offrir un verrou dissuasif aux États face aux tentations bellicistes, est devenu un facteur de conflits et de dissensions jusqu'au sein de l'OTAN. En témoignent le refroidissement des relations entre les États-Unis et la Turquie, qui menace de fermer la base américaine d'Incirlik (où sont abritées 50 têtes nucléaires de la force de dissuasion de l'OTAN), ainsi que le retrait des États-Unis du Traité INF en vigueur depuis 1987.

### **Quelles conséquences du retrait américain du Traité INF ?**

Ce Traité, que la Russie et les États-Unis s'accusent mutuellement de violer, avait été signé en 1987 entre le président américain Ronald Reagan et le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev pour mettre un terme à la crise des euromissiles. Il interdit la production, les tests et le lancement de toute une catégorie de missiles, nucléaires ou non, basés au sol et d'une portée comprise entre 500 et 5 500 kilomètres. Jugés très déstabilisants car très mobiles, petits et situés près de leurs cibles potentielles, 2 600 de ces missiles et leurs lanceurs correspondants avaient été détruit après la Guerre froide.

Bien que de portée mondiale, le Traité INF s'est concentré sur le renforcement de la sécurité européenne, permettant l'élimination de toute une catégorie de missiles américains et soviétiques déployés en grand nombre entre l'Atlantique et l'Oural lors de la Guerre froide. Son désaveu est un échec pour la sécurité européenne, principalement parce que le principal théâtre militaire d'un conflit entre les États-Unis et la Russie se trouverait en Europe. De nouveaux missiles tactiques (à faible portée), tant de fabrication américaine que russe, pourraient être déployés sur le territoire européen. En ce sens, il est irresponsable de la part des pays européens et de l'OTAN d'appuyer pleinement la démarche américaine alors que le Traité INF est, depuis plus de trente ans, au centre de l'architecture de sécurité en Europe.

Washington et Moscou s'accusent respectivement de ne plus respecter le traité depuis plusieurs années. Selon Trump, la Russie créerait de nouvelles armes offensives interdites par l'accord, comme le missile de croisière 9M729 Novator – connu sous le nom de SSC-8 pour l'OTAN. Ce dernier aurait une portée plus longue que celle permise par le traité, ce dont Moscou se défend. Quant à la Russie, elle dénonce depuis 2007 les systèmes américains de défense antimissile Aegis Ashore basés en Roumanie et bientôt en Pologne. Si le déploiement de ce bouclier antimissile – qui avait été permis par le retrait unilatéral de Washington du Traité ABM (Anti-Balistic Missile) en 2001 – a une vocation défensive, Moscou a toujours considéré que ce bouclier lui était aussi destiné et pouvait servir lancement de missiles de croisière offensifs interdits par le Traité INF.

### **Vers une nouvelle course aux armements ?**

L'abandon du Traité fait craindre une nouvelle course aux armements, compromettant ainsi la stabilité stratégique de l'Europe. Le gouvernement russe a « *accusé l'administration Trump de chercher n'importe quelle excuse pour mettre fin à l'accord*<sup>3</sup> », promettant que des fonds seraient alloués au « *financement de la recherche et du développement de nouveaux types*

---

3 SANGER David E., BROAD William J., *U.S. Suspends Nuclear Arms Control Treaty With Russia*, New York Times, 01 février 2019. URL : <https://www.nytimes.com/2019/02/01/us/politics/trump-inf-nuclear-treaty.html>

---

d'armements<sup>4</sup> ». De son côté, Washington, dans la nouvelle posture nucléaire américaine rendue publique en 2018, a ouvert la voie à la modernisation de son arsenal, avec l'évocation d'un nouveau missile nucléaire de faible puissance et d'un missile de croisière. Les pays européens les plus exposés pourraient aussi être tentés de fournir une réponse militaire symétrique, c'est-à-dire s'équiper de missiles comparables, ou renforcer leurs défenses anti-missiles.

Plus globalement, la dénonciation du Traité INF s'inscrit dans un contexte de compétition stratégique avec la Russie, mais aussi avec la Chine, qui ne fait pas partie de ce traité bilatéral. Or, la Chine possède plusieurs systèmes de missiles de moyenne portée hautement mobiles qui ne seraient pas conformes au Traité. Washington estime que ces missiles affectent la sécurité des alliés américains dans la région, mais aussi l'armée américaine elle-même présente en Corée du Sud et au Japon. C'est pourquoi, à défaut de pouvoir conclure un Traité INF élargi à la Chine, mais aussi à l'Iran, la Corée du Nord, le Pakistan et l'Inde, les États-Unis perçoivent le Traité INF comme un frein à leurs propres capacités stratégiques dans la région Asie-Pacifique. S'en retirer supprime toute limite à la possibilité de déployer des armes stratégiques.

La mort annoncée du Traité INF porte un coup au processus de désarmement nucléaire à l'échelle planétaire. Même si le délai de retrait de six mois laisse la porte ouverte aux négociations, Washington et Moscou ont échoué à réduire leurs divergences depuis décembre. Surtout, son abandon est un danger pour les négociations du Traité New START : signé en 2010, ce traité vise à limiter la taille des arsenaux nucléaires américains et russes. Arrivant à expiration en 2021, il peut être prolongé de cinq ans sur simple accord des dirigeants des deux États. Si tel n'était pas le cas, ce serait la première fois depuis 1972 et la signature du Traité ABM que les États-Unis et la Russie ne seraient pas liés par un traité de désarmement nucléaire bilatéral, portant ainsi un coup très certainement fatal à la non-prolifération nucléaire.

## **Le refus du multilatéralisme**

Le retrait des États-Unis du Traité INF traduit une crise plus profonde aux conséquences graves. Cette décision fait partie d'un effort plus vaste de l'administration Trump de désengagement unilatéral des accords dans le domaine de la maîtrise des armements nucléaires, comme l'accord sur le nucléaire iranien (JCPOA) dont Washington estime qu'il n'allait pas assez loin. La présence de John Bolton n'est pas étrangère à ce phénomène : le conseiller à la sécurité nationale méprise ces accords, qu'il dénonçait dès 2007 dans un livre<sup>5</sup> sous l'expression de « *théologie du contrôle des armements* ». Les États-Unis comme la Russie ont démontré ces dernières années leurs réticences à être contraints par des accords bilatéraux ou multilatéraux.

Il est alors illusoire de penser qu'un nouvel accord plus contraignant avec l'Iran puisse être signé. L'administration Trump a prouvé à plusieurs reprises que les accords signés précédemment n'avaient aucune valeur à ses yeux, et que l'on ne pouvait donc pas avoir confiance en sa parole. Pour Donald Trump, la négociation est un jeu à somme nulle, où un partenaire est automatiquement gagnant et l'autre perdant. Il est aussi difficile de croire qu'un accord de dénucléarisation avec Pyongyang puisse être conclu. Après le retrait de JCPOA et du traité INF, Kim Jong-un n'a aucun intérêt à accepter des négociations qui le laisseraient perdant. Dans cette situation, les autres États dotés de l'arme nucléaire n'accepteront pas

---

4 *Ibid.*

5 BOLTON John, *Surrender Is Not an Option : Defending America at the United Nations*, Hardcover, Threshold Editions, 2007.

---

non plus de renoncer à l'arme nucléaire, alors même que le risque d'emploi de cette arme, notamment tactique, est en augmentation dans les zones de tensions (régions frontalières de la Russie, ligne de contrôle entre l'Inde et le Pakistan).

Alors que Donald Trump s'évertue à rejeter les institutions multilatérales et les accords internationaux précédemment signés, la question de la sécurité européenne et donc de l'instauration d'une réelle défense européenne indépendante est plus que jamais d'actualité. L'Europe risque d'être prise dans une nouvelle spirale de course aux armements. Contrairement à ce que pensent les États-Unis, la gestion des menaces transnationales comme le terrorisme ou la prolifération nucléaire ne peut pas trouver de réponses dans un cadre strictement national.

## **Le nécessaire désarmement nucléaire**

Dans un monde complexe et de plus en plus dangereux, le désarmement nucléaire apparaît de plus en plus comme une impérieuse nécessité. Plusieurs hommes politiques et associations, à l'international comme en France – dont l'association Initiatives pour le Désarmement nucléaire<sup>6</sup> que je préside –, prônent un désarmement nucléaire progressif, contrôlé et multilatéral, nécessaire pour restaurer un climat de confiance indispensable aux progrès de la paix<sup>7</sup>.

Il devrait notamment conduire les puissances nucléaires à adhérer au traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN), ouvert à la signature depuis septembre 2017. Il devient urgent que les cinq « *pays dotés* » de l'arme nucléaire (États-Unis, Russie, France, Royaume-Uni, Chine), qui sont signataires du TNP (Traité de Non-Prolifération), sortent de l'hypocrisie insupportable qui consiste à proclamer qu'ils luttent contre la prolifération, alors qu'ils ne respectent pas ce traité – et notamment son article VI<sup>8</sup> – et qu'ils alimentent une nouvelle course aux armements.

Dénoncer l'arme nucléaire est nécessaire quel qu'en soit le possesseur, ce qui inclut l'OTAN, laquelle se considère comme une « Alliance nucléaire ». La France notamment doit clarifier le rôle de ses armes nucléaires au sein de l'OTAN. Le paragraphe 35 de la Déclaration de l'OTAN du 11 et 12 juillet 2018 mentionnait que « *les forces nucléaires stratégiques indépendantes du Royaume-Uni et de la France ont un rôle de dissuasion propre et contribuent de manière significative à la sécurité globale de l'Alliance* ». La France n'est pourtant pas membre du « groupe des plans nucléaires » et donc ne doit en théorie ni travailler ni échanger sur la stratégie nucléaire de l'OTAN.

Les autorités françaises ne semblent pas être gênées par cette contradiction et n'ont toujours pas répondu à deux questions. La politique de dissuasion de la France et sa politique d'emploi des armes nucléaires auraient-elles changé au regard de la politique de l'Alliance ? Que

---

6 IDN : <http://www.idn-france.org/>

7 FINAUD Marc, *12 propositions pour éviter la catastrophe nucléaire*, Initiatives pour le désarmement nucléaire, 7 février 2018. URL : <http://www.idn-france.org/2018/02/12-propositions-didn/>

8 « *Chacune des Parties au Traité s'engage à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace* », Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, 1968

signifie l'intégration de fait de la force nucléaire française dans l'OTAN, affirmée dans le rôle des centres de décision nucléaires français et britannique, présentés comme « *distincts* » de celui de l'OTAN mais qui « *contribuent à la dissuasion* » de l'OTAN ?

Face à une nouvelle course aux armements, notamment nucléaires, une prise de conscience des dangers qui menacent l'Europe et la planète tout entière devient une urgence, alors même que les dirigeants mondiaux semblent de moins en moins conscients de ces dangers. Le multilatéralisme est une nécessité pour combattre des menaces transnationales qui ne peuvent pas trouver de réponses dans un cadre strictement national. L'Europe a ici un rôle à jouer mais doit, pour être entendue, apprendre à parler d'une seule et même voix.

---

## Des fins de l'Alliance à la fin de l'Alliance ?

Olivier Kempf<sup>9</sup>

Fin de l'Alliance : deux questions se cachent sous cette expression. Celle de la finalité de l'Alliance atlantique, celle également de sa disparition. Or, il faut répondre à la première question pour pouvoir répondre à la seconde. La grande nouveauté tient à ce que plus que jamais, pour la première fois peut-être, il faille poser sérieusement ces questions. Souvent, les apprentis chercheurs intitulent un de leurs premiers articles en disant du sujet qu'il est « à la croisée des chemins ». Cela permet à la fois de problématiser leur texte mais aussi d'en manifester la supposée importance. Ce tic de langage fait sourire avec indulgence les auteurs plus chevronnés. Il est pourtant aujourd'hui pertinent pour décrire l'Alliance atlantique et les défis auxquels elle est confrontée.

En effet, les raisons traditionnelles de l'Alliance sont aujourd'hui moins assurées que par le passé. L'ordre occidental du monde est remis en cause et les voisinages européens, à l'est ou au sud, peinent à justifier pleinement l'Alliance. Les craquements s'accumulent (Brexit, question turque) ; surtout, Donald Trump semble tout sauf convaincu de la nécessité de l'Alliance. Or, un retrait américain signifierait la fin de celle-ci. Le seul fait d'énoncer cette possibilité constitue une nouveauté stratégique unique dans l'histoire de l'Alliance.

### **L'ordre occidental du monde**

Celle-ci, nous l'avons suffisamment écrit par ailleurs<sup>10</sup>, perpétuait un héritage. Ce fut sa fonction au cours de l'après-Guerre froide, décidée finalement très tôt, dès 1991-1992, sans d'ailleurs que la nouvelle finalité fût énoncée avec précision. On savait que pendant la Guerre froide, l'Alliance servait à « exclure les Soviétiques, inclure les Américains et soumettre les Allemands », selon le mot du premier secrétaire général, lord Ismay. Cette Guerre froide « gagnée », du moins dans l'esprit des vainqueurs, l'Alliance devenait le lieu d'un certain Occident, siège de la démocratie libérale triomphante, à l'époque perçue comme la « fin de l'histoire ». Le livre éponyme de Fukuyama paraît d'ailleurs en 1992 et constitue finalement le programme de l'Alliance rénovée qui traversera les 25 années suivantes avec de petits soubresauts mais aucun accident majeur qui remette en cause le programme.

Petits soubresauts ? Le lecteur nous trouvera bien négligent envers des événements qui ont agité la vie de l'Alliance au cours de ces presque trois décennies : guerre dans les Balkans, élargissement, affaire kosovare, attentats du 11 septembre, affaire d'Irak, intervention en Afghanistan, opération en Libye ont été incontestablement des moments importants dans la vie de l'Alliance d'après la Guerre froide. Rien cependant qui remette profondément en cause l'accord sur l'essentiel, à savoir la domination de cet « Occident » sur la marche du monde<sup>11</sup>. L'Alliance restait le lieu principal où les puissances dominantes, assemblées autour (derrière ?) les États-Unis, perpétuaient un certain ordre du monde qui avait été initié par la deuxième vague de colonisation de la terre, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>12</sup>. L'Europe l'avait lancée, l'Amérique l'avait poursuivie, les deux s'étaient unies à la sortie de la Seconde Guerre mondiale et rien, vraiment rien ne devait mettre en cause cet « ordre du monde », même si les

9 Directeur de la lettre stratégique La Vigie ([www.let-trevigie.com](http://www.let-trevigie.com)). Spécialiste de l'Otan, il a notamment publié le livre de référence sur le sujet : *L'Otan au XXI<sup>e</sup> siècle* (Le Rocher, 2<sup>e</sup> édition, 2014).

10 O. Kempf, *L'OTAN au XXI<sup>e</sup> siècle, la transformation d'un héritage*, éditions du Rocher, 2014.

11 LA Vigie, *L'Europe écartelée*, n°109, 16 janvier 2019, [www.let-trevigie.com](http://www.let-trevigie.com)

12 Christian Grataloup, *Vision(s) du monde*, Armand Colin, 2019.



Européens suivaient de loin la puissance globale que demeuraient les États-Unis.

Aussi l'OTAN noua-t-elle de multiples partenariats hors d'Europe (par ordre d'apparition : Partenariat pour la Paix, Dialogue méditerranéen, Initiative de coopération d'Istanbul, Partenaires à travers le monde), du Maroc au Kazakhstan, des Émirats au Japon, de la Colombie à la Mongolie. Que ces structures soient le plus souvent des coquilles creuses importait peu : elles manifestaient la présence au monde des alliés et donc l'entretien d'un regard sur le monde, sous-entendant une domination du monde.

### **Premiers craquements**

De premiers craquements se firent entendre assez tôt, cependant : la crise boursière de 2008 n'eut pas d'effets directs même si elle révélait la fragilité du système tel qu'il avait évolué. Sous couvert de mondialisation, le système capitaliste avait muté et s'était éloigné des fameuses valeurs fondatrices de l'Alliance<sup>13</sup>, énoncées dans le bref préambule du Traité de 1949. Mais on ne s'en était guère rendu compte, à l'époque. Les révoltes arabes en 2011 ou l'affaire ukrainienne à partir de 2014 apparurent comme de nouvelles crises, pouvant être gérées comme les précédentes (Balkans, Irak, Afghanistan). Bientôt pourtant, les attentats en Europe puis la crise des réfugiés montrèrent qu'une polycrise affectait l'Europe.

Simultanément, des puissances différentes remettaient en cause l'ordre du monde tel qu'il était, refusant l'ancienne domination d'autant plus vivement que la supériorité de l'Occident apparaissait moins évidente, dans tous les ordres : militaire (puisque l'Amérique en guerre n'avait pas réussi à produire des succès stratégiques probants malgré l'énormité des moyens mis en œuvre), économique (la croissance était le fait des puissances émergentes, quand l'Amérique se noyait sous ses déficits et l'Europe n'arrivait pas à rebondir), politique (l'Occident forçant régulièrement les délibérations du Conseil de sécurité voire s'en passant sans vergogne, sans même parler d'un goût prononcé et irréfléchi pour les changements de régime) et surtout morale (Abou Ghraïb et Guantanamo demeurant des taches qu'on ne peut plus appeler des accidents). Aussi, Chine et Russie poussaient leurs pions, profitant plus des faiblesses de l'Occident que de leurs propres forces, habilement mobilisées cependant. Elles obtenaient des succès au point qu'on les désigna de « puissances révisionnistes », expression curieuse par ses sous-entendus mais finalement exacte : oui, ces puissances poussaient à la révision d'un certain ordre du monde.

Cela suffit-il à penser à la fin de l'Alliance ? Il faut rester prudent. Le Saint Empire, fondé par Charlemagne vers l'an 800, disparut officiellement en 1806 sur décision de Napoléon, même si son rôle politique en Europe avait cessé depuis plus de deux siècles. Une structure peut se perpétuer, cela ne signifie pas pour autant qu'elle conserve un rôle moteur dans l'histoire. En fait, l'Alliance pourrait survivre à ces défis. À ceci près que les évolutions de la Grande-Bretagne, de la Turquie et des États-Unis constituent des défis si profonds qu'ils remettent en cause le programme même de l'Alliance.

### **Faire comme d'habitude**

Bien sûr, les activités se poursuivent et les sommets successifs de ces deux dernières années ont été l'occasion de décisions que, comme d'habitude, l'on nous a présentées comme exceptionnelles, réagissant à un monde nouveau, etc., reprenant tous les mauvais tics de langage de communicants passés par les mêmes écoles et ne voyant pas que ces mots ne convainquent plus.

---

13 O. Kempf, « Les valeurs de l'Alliance atlantique sont-elles les valeurs occidentales ? », *Revue Défense Nationale*, novembre 2011.

---

Car il faut ici rappeler la distinction profonde (et d'abord française) entre l'Alliance et l'Organisation. En effet il ne s'agit pas de la même chose. L'Alliance est le cercle politique réunissant des puissances, s'associant ensemble dans un but déterminé. À l'origine, se défendre contre les Soviétiques puis, ceux-ci ayant chuté, réunir dans un club transatlantique les deux rives de l'océan « occidental ». L'OTAN, elle, n'est qu'une organisation, une « superstructure » pour reprendre un vieux concept marxiste.

Un outil, à l'origine simple secrétariat, élargi ensuite à une série d'états-majors (la structure de commandement) voire de forces placées sous son contrôle (la structure de forces). Les puissances se réunissent dans le cadre du Conseil de l'Atlantique nord par leurs ambassadeurs permanents, ou par leurs ministres (5 réunions ministérielles par an) voire par leurs chefs d'État et de gouvernement (les fameux sommets de l'Alliance, tous les deux ans). Ces grandes réunions permettent de « prendre des décisions », manifestées dans des communiqués. Or, force est de constater que les « décisions » ne paraissent pas répondre à la situation stratégique. En témoigne la profonde hésitation entre le danger à l'est et le danger au sud.

### **Face à l'est ?**

À l'est, l'Alliance ferait face à la résurgence russe, manifestée par le conflit ukrainien, l'annexion de la Crimée, le conflit dans le Donbass ou de prétendues manifestations de force, ici des manœuvres, là des vols d'avions qui seraient « trop près » des espaces aériens nationaux. Les communiqués dénombrent ainsi le nombre d'interceptions aériennes de chasseurs russes. Il faut ici rappeler qu'une interception n'est pas un acte de combat mais juste une prise en compte visuelle d'un aéronef (civil ou militaire) par un autre aéronef (militaire) ; que la Russie a régulièrement organisée de grandes manœuvres avec des chiffres impressionnants mais gonflés de troupes mobilisées ; que cette activité arrange les deux parties : l'Alliance car cela permet de grossir la menace ; la Russie car cela lui permet de prouver à sa population qu'elle est de retour parmi les grands, favorisant ainsi le soutien populaire au président Poutine.

Les spécialistes remarquent quant à eux que les pratiques russes restent conformes aux pratiques historiques, perpétuant les codes stratégiques établis lors de la Guerre froide (ce qui n'est pas le cas de bien des alliés, dont le nombre est entre-temps passé de 16 à 28). Ainsi, quand l'OTAN organise une grande manœuvre alliée dans les pays baltes, les avions russes volent dans l'espace aérien international à proximité, à l'instar de ce qui fut fait pendant 45 ans de Guerre froide. Accessoirement, Moscou peut se poser des questions quand elle observe des avions à capacité duale (c'est-à-dire pouvant porter des bombes nucléaires) décoller des bases de l'OTAN pour aller faire des entraînements à proximité de ses frontières : il s'agit probablement pour les planificateurs alliés d'une coïncidence (la disponibilité technique étant ce qu'elle est, on prend aujourd'hui les avions disponibles là où ils sont), mais elle est au moins une maladresse qui peut être interprétée comme un message hostile par la partie d'en face.

Il ne s'agit pas ici de défendre les Russes. Notons que ceux-ci sont encore très fragiles, économiquement comme socialement, dépendant principalement de la vente d'hydrocarbures et d'un peu de matériel de guerre. Ils détiennent l'arme nucléaire et en maîtrisent la grammaire stratégique (ce qui n'est pas le cas de nombreux Alliés, même si l'Alliance conserve cette utilité essentielle de donner un peu d'éducation nucléaire à de nombreuses nations européennes). Mais ils n'ont absolument pas la capacité d'envahir l'Europe, contrairement à ce que certains font semblant de craindre. Rappelons que la Russie a un budget de défense qui est au dixième du budget des Alliés et que les autres ratios de force (effectif, armement conventionnel, etc.) varient du tiers au quart. Pourtant, ils bénéficient d'un

---

avantage comparatif extrêmement important : l'unité de volonté et un dispositif de décision politico-militaire assez resserré pour produire une véritable efficacité stratégique : ils l'ont prouvé avec talent en Crimée ou en Syrie, réussissant à obtenir des gains stratégiques conséquents avec des moyens somme toute limités. Il n'est point besoin d'inventer des concepts baroques de « guerre hybride » pour expliquer ces succès : juste de noter l'application rigoureuse de quelques principes stratégiques (unité de manœuvre, concentration des efforts, etc.). Autrement dit, la Russie pourrait être un adversaire sérieux, mais elle ne justifie pas le discours fourni par certains qui font d'elle un véritable ennemi. Les Russes sont plus forts que l'analyse du rapport de force l'indique, moins forts que beaucoup le fantasment. Constatons pourtant l'instrumentalisation de cette menace orientale par beaucoup, avec des motifs légitimes d'inquiétude pour certains alliés, plus de duplicité d'autres. Ainsi, les États baltes ou la Pologne sont fort inquiets du voisinage de l'ours russe. L'histoire ne plaide pas pour ce dernier et si Moscou ne tient pas un discours menaçant, son discours de la force peut être interprété comme suffisamment ambigu pour que cela inquiète. D'autres en rajoutent, pour des motifs bien différents : Les Néerlandais (à cause de l'avion de ligne abattu au-dessus du Donbass) ou les Britanniques (ayant besoin de diversion européenne à l'heure du Brexit) sont des exemples qui viennent à l'esprit. Mais il ne s'agit pas seulement de positions structurées de certaines capitales : au fond, tout un écosystème atlantiste, présent dans toutes les capitales et encore très influent, agite la menace russe car cela permet de justifier l'OTAN, mais aussi l'effort de défense, mais aussi la permanence du club transatlantique.

Dès lors, la rhétorique de la menace poursuit un autre objectif : non seulement mobiliser les esprits dans le cadre d'un effort de défense, mais aussi désigner l'ennemi afin de maintenir une cohérence autrement fragilisée. Alors qu'en apparence l'objectif est militaire (maintenir un rapport de forces suffisant face à un adversaire aux moyens sérieux), le dessein est en fait politique : pérenniser l'unité du club qui autrement se déferait, compte tenu d'objectifs contradictoires. Il y aurait alors inversion de la fin et des moyens : l'outil (l'OTAN) était un moyen pour assurer une fin (la défense collective). Désormais, la sauvegarde de l'outil (l'Alliance) devient la fin pour lequel on invoque un nouveau moyen (la défense).

## ***Ou face au sud ?***

Mais au cours de la dernière décennie, la question du sud est venue également : il ne s'agissait plus des grosses interventions comme en Afghanistan, mais de la réaction à une mutation du djihadisme. Celui-ci avait attaqué (11 septembre), on s'était défendu et pour l'Alliance, ce fut en servant la FIAS puis la mission Soutien déterminé (*Resolute Support Mission*, RSM). Mais les révoltes arabes en 2011 suscitèrent deux réactions : d'une part une opération alliée en Libye qui mena au renversement de Kadhafi, laissant place à un chaos local et régional où les djihadistes gagnèrent de l'influence ; mais surtout, la guerre civile en Syrie marquée par l'apparition de l'État Islamique (EI) en Irak et en Syrie. L'EI força les Américains à mettre sur pied une coalition internationale hors OTAN, à la demande du gouvernement de Bagdad, afin de chasser les djihadistes d'Irak. Certains alliés en firent partie, tandis que l'OTAN appuyait mais n'intervenait pas directement dans la zone (l'Alliance a un partenariat avec l'Irak).

Mais ce qui était cantonné dans des zones proches (Maghreb, Proche- et Moyen-Orient) devint une question beaucoup plus centrale à partir de 2015 avec la question des réfugiés, qui suscita de profondes différences intra-européennes, et le retour d'attentats en Europe (France, Belgique, Allemagne et Turquie).

En l'espèce, la difficulté était ailleurs. D'une part, la nature de l'ennemi différait radicalement de ce à quoi l'Alliance était préparée : en effet, celle-ci a construit un outil, l'OTAN, impeccable pour des guerres symétriques et classiques, jusqu'à l'emploi d'armes nucléaires.

---

Autrement dit, un paradigme guerrier qui s'est retrouvé très mal à l'aise avec les nouvelles conditions de la guerre au XXI<sup>e</sup> siècle. Il y eut avalanche de concepts (guerre contre le terrorisme, Opérations de contre-insurrection - COIN, guerre hybride) mais avec malgré tout un gros éléphant dans la pièce : la puissance militaire traditionnelle avait du mal à gagner ces conflits-là. Et même si personne ne le disait tout haut, les résultats en Irak, en Afghanistan ou en Libye avaient été décevants. On avait certes remporté la première bataille, celle où justement les conditions étaient remplies pour une bataille<sup>14</sup>, mais nous fûmes très mauvais pour gérer la suite et transformer le succès en victoire politique. Si l'Alliance se décidait à désigner l'ennemi djihadiste comme l'ennemi principal, cela posait d'énormes problèmes : non pas seulement le fait d'organiser deux dispositifs dans des directions différentes, mais surtout de devoir trouver un nouveau paradigme adapté aux nouvelles conditions conflictuelles. L'expérience montrait qu'on ne savait pas trop comment faire et qu'en tout cas, cela induirait une très profonde remise en cause de la superstructure habituelle, héritée du XX<sup>e</sup> siècle. Elle était peut-être inadaptée mais si confortable, comparée au coût de l'effort à fournir pour une véritable transformation en profondeur.

À cela s'ajoutèrent d'autres considérations plus nationales. Tout d'abord, les tenants de la menace à l'est voyaient d'un très mauvais œil la concurrence de cette menace alternative, d'autant plus qu'elle faisait beaucoup plus de morts en Europe (plusieurs centaines en 2015), à la différence de l'ennemi russe. Surtout, les pays du front méridional avaient des intérêts divergents : Turcs, Grecs, Italiens ou Français n'avaient pas le même point de vue, sans même parler de certains cercles américains interventionnistes qui se chamaillaient avec d'autres cercles de l'établissement washingtonien. Certains préféraient au fond garder cette question du sud sous leur propre contrôle pour éviter d'avoir à partager trop de choses avec les Alliés. En Irak, la coalition suffisait tandis qu'en Libye, Paris et Rome se faisaient concurrence. Quant aux attentats en Europe, ils mobilisaient plus des responsabilités policières que de défense et donc tenaient à des responsabilités nationales non couvertes par le traité<sup>15</sup>.

Aussi, malgré la pression des événements et le rapprochement de la ligne de conflit (on était passé de l'Afghanistan à la Libye et désormais au sol européen), les communiqués de l'Alliance trouvèrent les mots adéquats pour parler du sud sans prendre de véritables mesures. Mais du coup, comme l'âne de Buridan hésitant entre ses deux seaux et mourant finalement de soif, l'Alliance hésitait entre deux directions stratégiques et ne s'accordait pas sur ses buts réels. Un désaccord latent sur les fins de l'Alliance préexistait aux défis de la seconde moitié de la décennie.

## **Le grand défi du Brexit**

Le Royaume-Uni a décidé, lors d'un référendum de juin 2016, de quitter l'Union Européenne. La procédure a été pleine de péripéties et à l'heure où cet article est écrit, on ne sait toujours pas quel tour prendra finalement l'affaire, entre un retour et un Brexit dur. L'observateur inattentif pourrait penser que cela n'a que peu à voir avec l'Alliance. Les choses sont pourtant plus compliquées car deux questions sous-jacentes sont posées : d'une part, celle de l'avenir du Royaume-Uni (qui pourrait profondément muter voire disparaître stricto sensu), d'autre part la question de l'évolution européenne, notamment sous l'angle de la défense.

Du point de vue intérieur, cela a incité Londres à forcer son enracinement européen alternatif :

---

14 Cette notion de bataille renvoie finalement au modèle occidental de la guerre, selon le livre éponyme de Victor Hanson, *les Belles lettres*, 2001. Il a d'ailleurs ce sous-titre qui dit tout : *la bataille d'infanterie dans la Grèce classique*.

15 C'est d'ailleurs cette différence qui inspire la subtile distinction entre anti terrorisme (police) et contre-terrorisme (militaire).

or, pour beaucoup d'Européen mais surtout d'Américains, l'Alliance est une organisation européenne. Quitter l'UE implique de renforcer sa présence dans l'OTAN, selon une formule également recherchée par Ankara. Ceci explique également le durcissement de Londres envers la Russie : si l'ennemi est menaçant, la nécessité 'une défense collective est évidente et renforce par là le rôle principal que le Royaume a toujours tenu dans l'Alliance, En effet, Londres a toujours conçu l'OTAN comme un multiplicateur de puissance : elle a peu ou prou réalisé le fantasme que les Français ont eu envers l'UE.

Un Brexit risque de poser d'autres problèmes au Royaume. En effet, en cas de Brexit dur (c'est-à-dire sans accord avec l'UE), il est très probable que cela aurait des conséquences sur la structure même du Royaume : L'Irlande du nord pourrait décider de s'unir à la république d'Irlande tandis que l'Écosse pourrait réclamer un référendum sur l'indépendance qui aurait toutes les chances de réunir une majorité de oui. Cela poserait d'évidents problèmes à ce qui serait alors la moyenne Bretagne puisque ses sous-marins nucléaires sont basés à Faslane, en Écosse, ce qui ne plaît guère aux Écossais<sup>16</sup>. Un Royaume-Uni croupion conserverait-il alors (même dans le cas d'un accord sur le nucléaire avec Édimbourg) la place qu'il détient actuellement dans la structure de commandement ? Rien n'est moins sûr.

Du côté européen, beaucoup se sont réjouis in petto du départ britannique. Londres était en effet accusé par beaucoup de bloquer les développements de la défense européenne (ce qu'en France on appelle bizarrement « Europe de la défense », expression ne signifiant rien et qu'il est surtout impossible de traduire). Aussi a-t-on vu certains annoncer les plus importants développements de l'Europe de la défense jamais réalisés. L'emphase a pour limite le ridicule, ce qui a dû échapper à certains commentateurs. Il reste que le départ britannique va paradoxalement renforcer le face-à-face franco-allemand, le moteur étant devenu aujourd'hui un blocage (autre éléphant dans la pièce qu'on ne dit pas trop). Par ailleurs, d'autres Européens ne sont pas du tout partisans d'un renforcement de ce chantier européen, qu'il s'agisse des Polonais ou des Danois, sans même parler des Suédois ou des Finlandais qui discutent ouvertement de rejoindre l'Alliance. Paradoxalement, le départ britannique risque de rendre encore plus visible l'impéritie stratégique européenne.

### ***La question turque.***

Si le Brexit a lieu, les Britanniques joueront probablement une stratégie « à la turque ». En effet, depuis une grosse décennie, la Turquie a compris qu'elle ne rejoindrait jamais l'Union Européenne. Par conséquent, elle se raccroche à l'Alliance (plus probablement qu'à l'OTAN) qui demeure une institution « européenne » faisant d'elle un pays européen, et cela quelles que soient ses prises de position politiques ou stratégiques par ailleurs. Ceci explique la contradiction apparente entre des pas de deux avec des adversaires des Occidentaux et le maintien d'Ankara dans le club des alliés atlantiques, même si cela pose évidemment de grosses difficultés à Evère, au siège de l'OTAN.

Ainsi, la Turquie a des relations très dégradées avec les États-Unis. Rappelons qu'elle ne leur permit pas de partir d'Anatolie dans la campagne de 2003 contre l'Irak de Saddam Hussein. Mais les différends ont pris un nouveau tour à la suite de deux éléments.

Le premier est l'affaire syrienne. La Turquie a joué un jeu compliqué, soutenant tout d'abord un certain nombre de rebelles (plutôt alignés sur les Frères Musulmans) en accord avec les puissances du Golfe, jusqu'à provoquer la Russie, alliée de B. el Assad. Ils demandèrent

---

16 Si les Écossais sont fermement attachés à l'UE, on n'est guère assuré de leur tropisme otanien. Le parti indépendantiste ne cache pas sa réticence envers l'armement nucléaire et donc le maintien de la base de Faslane et il pourrait dès lors opter pour la neutralité plutôt que de rejoindre l'Alliance : cela lui permettrait de faire pression avec Londres dans ses négociations sur cette question nucléaire.

alors un soutien allié qui passa par la fourniture de batteries Patriot, à la frontière sud du pays. Cependant, les Américains, constatant que la résistance « indépendante » ne résistait ni aux loyalistes, ni aux djihadistes, firent alliance avec les Kurdes en leur donnant pour mission de les débarrasser de l'État Islamique en Syrie, notamment sur la rive gauche de l'Euphrate (pendant que la coalition s'occupait de l'EI en Irak). Or, les Kurdes syriens (le YPG) sont alliés au PKK turc. Du coup, l'affaire extérieure devenait une affaire intérieure. Pour empêcher la constitution d'une bande kurde tout le long de la frontière avec la Turquie (qui aurait pu servir de base arrière au PKK), la Turquie opéra un changement d'alliance et rejoignit la Russie, mais aussi l'Iran : pas tant pour appuyer le gouvernement de Damas que pour entraver les progrès kurdes : ainsi dans la poche d'Afrin, ou sur la rive droite de l'Euphrate.

Pour les Alliés, ce retournement fut dur à avaler d'autant que ni Européens ni Américains ne jouent un quelconque rôle dans le processus d'Astana, mis en place par la Russie pour organiser une solution politique en Syrie. Certains alliés notent par ailleurs que la Turquie est « partenaire de discussion » avec l'Organisation de Coopération de Shangaï depuis 2012, qu'elle envisagea d'acheter du matériel chinois et qu'elle acquiert aussi des S400 russes. Cependant, la décision en décembre 2018 de D. Trump de retirer les troupes américaines de Syrie fut vue par Ankara comme un geste fait en sa faveur.

Le deuxième facteur de crispation, hors du champ opérationnel, fut le coup d'État organisé contre R. Erdogan en 2016. Ankara accuse F. Gülen, à la tête d'une confrérie islamique, d'en être l'instigateur. Or, il demeure aux États-Unis et R. Erdogan accuse à demi-mot les Américains d'avoir sinon soutenu, du moins toléré l'organisation de ce coup d'État. Mais un certain nombre d'officiers turcs, en poste dans l'organisation, demandèrent l'asile politique pour échapper à la répression organisée par le président Erdogan, ce qui suscita un grand malaise dans les pays d'accueil, extrêmement gênés devant la brutalité de la réaction d'Ankara. On le voit, les relations entre Turcs et Américains sont très compliquées et irritantes. Cela rejaillit logiquement sur l'OTAN. Pourtant, malgré toutes ces ambiguïtés, la Turquie demeure dans l'Alliance pour affirmer son caractère occidental.

## **L'hostilité de Trump**

Pourtant, la grande difficulté reste l'arrivée de Trump au pouvoir. Il n'a jamais caché son hostilité à l'Alliance et les hiérarques atlantistes ont donc été horrifiés par ce qu'ils entendaient. Car au fond, D. Trump dit que le roi est nu et que l'ordre du monde habituel ne peut plus continuer comme cela. D'où son mot pendant la campagne : « L'OTAN est obsolète ». Ce n'est pas seulement une question d'argent (même si c'est d'abord une question d'argent) et il ne faut pas se focaliser sur la question des 2 % de PIB à consacrer par chaque allié au budget de défense, conformément aux engagements du sommet de Galles.

Au début, D. Trump était conscient qu'il n'y connaissait pas grand-chose aux affaires stratégiques. Il nomma donc des militaires et des gens de confiance, comme le général Mattis ou Rex Tillerson. Ceux-ci prodiguèrent les paroles apaisantes qui rassurèrent un peu les Européens. Le secrétaire général de l'Alliance fit un déplacement à Washington et Trump déclara que l'OTAN n'était plus obsolète. Au sommet de Bruxelles de juillet 2018, il y eut bien quelques ruptures des convenances diplomatiques de la part du président américain mais finalement, ce fut le soulagement, Trump déclarant même à la fin du sommet que l'OTAN était « *bien plus forte* » et présentant l'OTAN comme « *probablement la plus grande [alliance] de tous les temps, mais [que] ce n'était pas juste d'attendre des États-Unis qu'ils paient une telle part des coûts* ».

Cependant, D. Trump décida de renouveler son équipe. Ainsi, le général Mattis démissionna en décembre 2018 à la suite de l'annonce par le président du retrait des troupes américaines

---

de Syrie. Il s'attendait à partir effectivement fin février, après une ultime réunion des ministres de la défense mais le président en décida autrement et le poussa vers la sortie au 31 décembre pour le remplacer par Patrick Shanahan, son adjoint au pentagone. Quant à Rex Tillerson, il avait cédé sa place de secrétaire d'État depuis longtemps à Mike Pompeo tandis que le faucon Bolton avait pris la tête du Conseil de sécurité nationale (NSC). M. Pompeo rappelait certes en décembre 2018, lors d'un passage à Paris<sup>17</sup>, son soutien à des « *organisations internationales dynamiques, qui respectent la souveraineté nationale, qui accomplissent leurs missions déclarées et qui créent de la valeur pour l'ordre libéral et pour le monde* ». « *Les Alliés de l'OTAN doivent donc tous œuvrer à la consolidation de ce qui est déjà la plus grande alliance militaire de l'histoire [...] et nos liens historiques doivent perdurer* ». Cette dernière remarque signifiait-elle qu'ils pouvaient ne pas durer ? On peut se le demander rétrospectivement.

En effet, dès sa première conférence de presse en 2019, le président américain déclarait<sup>18</sup> : « *Je me fiche de l'Europe. [...] Beaucoup de pays ont profité de notre armée. [...] Nous accordons une protection militaire aux pays très riches et ils ne font rien pour nous. Vous pouvez les appeler alliés si vous le souhaitez, [...], mais nombre de nos alliés profitent de nos contribuables et de notre pays. Nous ne pouvons pas laisser cela se produire. [...] Je veux que l'Europe paye. L'Allemagne paie 1%. Ils devraient payer plus que cela. Ils devraient payer 4%<sup>19</sup>* ». Aussi le *New-York Times* du 15 janvier 2018 titrait<sup>20</sup> que le retrait de l'OTAN était à l'ordre du jour à la Maison-Blanche. Selon le journal, il semble que tout au long de 2018, le président en ait eu le désir et l'ait confié à des proches, d'autant qu'il ne voyait pas les alliés (notamment l'Allemagne) augmenter drastiquement leurs budgets de défense.

Il faut prendre D. Trump au sérieux, il fait souvent ce qu'il dit : il s'est retiré de nombre d'accords (accord de libre-échange Asie Pacifique, accord sur le nucléaire iranien, accord de Paris sur le climat, bientôt le traité INF) car il se méfie instinctivement des engagements internationaux des États-Unis. Il n'a aucune affection envers les Européens et une profonde défiance envers l'Allemagne (pour lui, pays leader en Europe) qui profite trop, à ses yeux, de la mondialisation qu'il veut remettre en cause. Comme nombre d'Américains, il assimile l'OTAN à l'Europe et un retrait de l'organisation constitue pour lui le moyen de manifester cette défiance, d'autant qu'il n'est pas du tout sensible à la menace russe (peu important les raisons) ni à la menace djihadiste (plus exactement, il ne voit pas bien ce que les Américains ont à faire au Moyen-Orient, ce qui explique sa décision de retirer ses troupes de Syrie). On peut d'ailleurs s'attendre à ce qu'une décision prochaine sera le retrait des troupes d'Afghanistan et donc la fin de la Mission RSM, qui est quasiment la dernière mission opérationnelle de l'OTAN.

Il va de soi que les atlantistes historiques et les alliés voient cette possibilité comme absolument horrible tant elle remettrait en cause les cadres mentaux prévalant depuis 70 ans.

## **Vers la fin de l'alliance ?**

Il faut alors revenir à la question d'origine : serions-nous à l'aube d'une fin prévisible de l'Alliance atlantique ? Poser la question est douloureux pour tous les atlantistes. Le simple fait

---

17 <https://fr.usembassy.gov/fr/retablir-le-role-de-letat-nation-dans-lordre-liberal-international-allocation-du-secretaire-detat-michael-r-pompeo/>

18 <https://www.bruxelles2.eu/2019/01/15/les-europeens-je-nen-ai-rien-a-f-je-suis-elu-par-les-americains-trump/>

19 Rappelons qu'au terme des engagements du sommet de Gales, les alliés doivent parvenir à 2% du leur PIB. Or, en 2018, les États-Unis dépensaient plus de 4 % de leur PIB en dépenses de défense. Cette comparaison explique probablement le chiffre curieux de 4 % lancé par D. Trump.

20 <https://www.nytimes.com/2019/01/14/us/politics/nato-president-trump.html>

---

de la poser les gêne car l'intangible devient possible, l'inimaginable devient une hypothèse réaliste. La fin de l'Alliance est désormais une option sur la table, ce qui était impensable et n'avait jamais été expérimenté depuis l'origine.

L'Alliance a bien sûr toujours connu des crises. D'ailleurs, l'Alliance constitue en fait une instance de résolution des crises entre des partenaires : découplage, partage du fardeau, euromissiles, crise yougoslave, attaques du 11 septembre : toutes furent des crises très dures, toutes furent présentées comme « existentielles », « à la croisée des chemins ». Pourtant, toutes portaient sur des questions d'efficacité de l'Alliance : comment faire de l'Alliance l'outil efficace dans la rivalité avec l'ennemi soviétique ? Il s'agissait donc de questions très sérieuses, indubitablement, mais finalement pas « existentielles » au sens où l'existence de l'institution en elle-même aurait été menacée. L'efficacité est moins essentielle que la nécessité.

Voici ce qui change radicalement avec le discours de D. Trump : l'existence de l'institution est en jeu. Car qui imagine que l'Alliance puisse perdurer sans les États-Unis ? Car en dépit de ceux qui en France dénoncent la mainmise américaine sur l'institution, celle-ci n'a été créée que pour encadrer justement, autant que faire se peut, l'engagement des Américains en Europe. Mieux, pour le forcer, après les déceptions de la Première Guerre mondiale (arrivée tardive en 1917, non ratification du traité de Versailles) puis de la Seconde (arrivée là encore tardive, fin 1941). Les Européens l'ont longtemps reproché (discrètement) aux Américains et c'est pourquoi la plupart des Européens (sauf certains Français) sont tout à fait satisfaits de l'existence de l'Alliance et de sa direction par les Américains.

Car l'OTAN n'est puissante que grâce aux capacités américaines (conventionnelles et, rappelons-le, nucléaires, ce qui explique la dénucléarisation de l'Europe hors Royaume-Uni et France) : pour les Européens, il est donc normal que les Américains conduisent le camion qu'ils ont quasiment fabriqué et qui tire le fardeau de la défense de l'Europe. Cela leur permet même de faire des économies, réduisant leurs propres budgets de défense puisque les Américains assurent cette externalité positive. C'est d'ailleurs le principal reproche émis par D. Trump : les Européens et particulièrement les Allemands ne payent pas assez pour leur défense. Notons qu'il ne fait que répéter, en des termes plus crus, ce que déjà Georges Bush Jr et B. Obama avaient dit aux Européens, qui ne l'avaient entendu que d'une oreille discrète. Avec D. Trump, le volume sonore a monté tellement que Européens comme Américains de l'établissement l'entendent.

Ils s'en désolent mais surtout, à l'instar d'un fil de tweets de l'ambassadeur Shapiro<sup>21</sup>, ils évaluent les conséquences de l'impensable : ce serait, à coup sûr, un paysage stratégique européen ravagé. Sans aller jusqu'à l'invasion de portions de territoire européens par les Russes (cauchemar immanquablement cité), ils observent l'inéluctable montée des tensions entre pays européens, sans compter l'augmentation très forte des dépenses de défense. On s'intéresse subitement à l'article 13<sup>22</sup> de l'OTAN (celui qui prévoit les modalités de sortie du traité). Quasiment personne n'imagine réellement qu'un départ des Américains déclenche par magie la construction d'une organisation européenne intégrée de défense, dans le cadre de l'UE. Les tensions actuelles sont aujourd'hui telles entre États-membres, les positions si éloignées que seul le parrain américain a permis à l'ensemble de coexister dans l'Alliance. Il serait d'ailleurs plus que probable que de nombreux États européens chercheront des alliances

---

21 <https://twitter.com/DanielBShapiro/status/1085295368923987969> publié le 15 janvier 2019.

22 [https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official\\_texts\\_17120.htm](https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_17120.htm) : Après que le Traité aura été en vigueur pendant vingt ans, toute partie pourra mettre fin au Traité en ce qui la concerne un an après avoir avisé de sa dénonciation le gouvernement des États-Unis d'Amérique, qui informera les gouvernements des autres parties du dépôt de chaque instrument de dénonciation.

---



bilatérales avec Washington, quitte à recréer une mini Alliance (sans l'Allemagne ?).

### **Conclusion : les fins ou la fin ?**

Nous n'en sommes pas encore là. Donald Trump ne pratique pas seulement une « stratégie du fou ». Il ne s'agit pas juste pour lui de « monter les enchères », en homme de poker qu'il est. La grande nouveauté, c'est que chacun de ses partenaires reste persuadé qu'il ne bluffe pas. Il reste qu'implicitement, le président américain pose une question stratégique majeure, que l'on a soigneusement écartée depuis quelques années : à quoi sert l'OTAN ? S'il s'agit de défense commune, qui est défendu ? contre qui ? D. Trump n'est pas persuadé que les États-Unis soient défendus<sup>23</sup>. Il n'est pas non plus persuadé de la menace et donc de l'existence d'un ennemi (sans même évoquer l'hypothèse d'une proximité personnelle avec le système russe). Il constate enfin que les Européens pratiquent allègrement la méthode du passager clandestin, payant peu pour leur défense, envoyant des troupes de façon mesurée sur les différents théâtres d'opération, prenant sur place bien peu de risques opérationnels. Pour lui, « le compte n'y est pas ». C'est un homme d'affaire, habitué aux négociations commerciales et doué par ailleurs d'une intuition vive : non un idéologue, mais un homme qui obéit à ses impulsions, à ce qu'il perçoit comme le sens commun qu'il est intimement persuadé partager avec l'Amérique profonde.

L'OTAN a perdu depuis longtemps sa bonne image outre-Atlantique, ne nous y trompons pas. Si elle ne sert plus, à quoi bon la maintenir ? Voici au fond une logique de destruction créatrice : débarrassons-nous du vieil homme, construisons autre chose. L'Alliance est une vieille dame qui fête cette année ses 70 ans : est-elle trop vieille pour le nouveau siècle ? Le vieux programme de Lord Ismay est bien évidemment inadapté. Il faut certes inclure les Américains, mais il ne s'agit plus de soumettre les Allemands. Quant à exclure les Russes, la question reste ouverte tant une autre approche pourrait être envisageable. À défaut de définir de nouvelles fins, l'Alliance pourrait sinon trouver sa fin.

---

23 Certes, officiellement, le seul cas de mise en œuvre de l'article 5 le fut en septembre 2011, au profit des États-Unis. Cela étant, cet argument répété *ad nauseam* par les Européens doit être pondéré : l'initiative de cette déclaration fut européenne et au début, les États-Unis refusèrent : il fallut la pression diplomatique des alliés pour qu'ils acceptent ce qu'ils considérèrent comme un geste symbolique, même si une opération dite « article 5 » fut organisée, sans grand résultat opérationnel, dans les eaux de la Méditerranée. Autrement dit, cet argument ne pèsera pas auprès de l'actuel président.

---

## Le mouvement pacifiste allemand aujourd'hui

Reiner Braun et Alain Rouy<sup>24</sup>

La récente annonce par Donald Trump de la volonté des États-Unis de se retirer du traité américano-soviétique de 1987 sur les arsenaux nucléaires terrestres de portée intermédiaire a remis en mémoire la vague pacifiste des années 80. Rappelons que ce traité signé par Mikhaïl Gorbatchev et Ronald Reagan avait été adopté au terme d'un puissant mouvement pacifiste en Europe ponctué par de gigantesques manifestations sous le mot d'ordre « *Ni Pershing, Ni SS 20* » du nom des missiles américains et soviétiques destinés à être déployés en Europe. C'est particulièrement en Allemagne que la mobilisation pacifiste prit l'allure d'une véritable lame de fond. En novembre 1980 fut lancé l'« Appel de Krefeld » qui initia les actions en faveur du désarmement, et en juin 1981, le Congrès de l'Église évangélique apporta un soutien décisif au mouvement qui allait s'étendre par le truchement des initiatives et comités locaux de paix à de nombreux secteurs de la société et donner lieu à des manifestations de masse dans les principales villes allemandes. À l'époque, on peut parler d'une véritable mobilisation populaire que traduisaient les sondages : à l'automne 1983, 72 % des personnes interrogées étaient contre les „euromissiles“, 77 % avaient une opinion positive du mouvement de paix. Sont restés dans les mémoires les gigantesques manifestations dans les villes d'Allemagne de l'Ouest et en particulier les records de participation enregistrés dans la capitale fédérale de l'époque, Bonn, le 10 octobre 1981 (au moins 250 000 personnes, ce chiffre étant celui des estimations officielles), puis le 17 juin 1982 (350 000 personnes, toujours selon les estimations officielles) et enfin au Hofgarten le 23 octobre 1983 avec environ 500 000 participants, la plus grande manifestation que l'Allemagne ait jamais connue.

### ***Qu'en est-il aujourd'hui des mobilisations pour la paix en Allemagne ?***

Pour parler des pacifistes allemands en 2019, il est d'abord nécessaire aujourd'hui comme hier de resituer les mouvements d'opinion dans le contexte géopolitique qui détermine la lutte planétaire entre la guerre et la paix et c'est un euphémisme que de qualifier la situation politique internationale actuelle de dramatiquement dangereuse. Dans ce contexte, les luttes que mène le mouvement pacifiste allemand sont les mêmes que celles du mouvement pacifiste international et elles sont dirigées

- contre la politique de surarmement frénétique de l'OTAN qui poursuit l'objectif des 2 % du PIB consacrés aux budgets militaires
- contre la politique de confrontation avec la Russie menée par l'OTAN
- contre la militarisation accélérée de l'Union Européenne
- contre les exportations de matériel militaire en augmentation en 2018, au mépris du respect des droits humains
- contre les interventions militaires qui se multiplient
- contre les risques de guerre nucléaire. Dans ce domaine, la remise en cause du Traité INF

24 **Reiner Braun**, journaliste allemand, co-président du Bureau International de la Paix (IPB), militant pacifiste allemand engagé dans les campagnes „*abrüsten statt aufrüsten*“ et „*Stopp Air Base Ramstein*“ - **Alain Rouy**, germaniste français, secrétaire de l'Association Internationale des Éducateurs à la Paix (AIEP), membre du secrétariat du Mouvement de la Paix

par Trump n'est que la pointe de l'iceberg de la stratégie de modernisation des armes nucléaires qui concerne l'ensemble des puissances nucléaires.

Rappelons qu'en Allemagne le mouvement pacifiste est principalement constitué de réseaux rassemblant diverses initiatives et comités de paix organisés localement ou par professions (médecins, artistes, scientifiques, etc.). Quelles sont les réponses qu'apportent les pacifistes allemands aux défis énumérés ci-dessus ?

Actuellement, **quatre grandes campagnes** (à côté de nombreuses autres de moindre ampleur) constituent le cœur de la mobilisation pacifiste en Allemagne. Ces campagnes sont portées chacune par une coordination spécifique, tout en étant soutenues activement et co-organisées par les deux grands réseaux nationaux pacifistes que sont « Kooperation für den Frieden » (coopération pour la paix) et « Bundesausschuss Friedensratschlag » (conférence fédérale pour la paix).

### ***Campagne « abrüsten statt aufrüsten » (« désarmer au lieu de surarmer »)***

Cette campagne a été lancée en novembre 2017 par un collectif de personnalités, parmi lesquels cinq présidents de fédérations syndicales du DGB, les présidents des grandes organisations écologistes, d'éminents représentants des églises, du monde de la culture, de la science, de la recherche, des mouvements de paix (1). Cet appel exige de mettre fin à la course folle aux armements et d'entamer un processus de désarmement. En 2018, de nombreuses initiatives se sont développées pour soutenir cette campagne, constituant une étape nouvelle de l'activité pacifiste.

Il s'agit là d'un rassemblement d'une ampleur et d'une diversité inconnues depuis vingt ans, avec de nombreuses conséquences positives :

- cet appel a trouvé un large écho dans le mouvement pacifiste et a renforcé son unité
- les conflits et controverses nés en particulier du positionnement vis-à-vis de formes nouvelles de militantisme (les « vigies pour la paix » auxquelles participèrent des personnalités controversées et récusées par une partie de la gauche entre 2014 et 2016) ont nettement diminué.
- cet appel a montré une disponibilité accrue pour l'action, en particulier pour aller à la rencontre des gens, comme en témoignent les 140 000 signatures recueillies (chiffre à la mi-février 2019). C'est un résultat assez remarquable par rapport aux actions pacifistes des dernières années, même s'il reste insuffisant en regard des nécessités.
- cet appel a élargi l'éventail des organisations, il a renouvelé et diversifié leur alliance, permettant en particulier d'intensifier la coopération avec les syndicats. On a pu le constater lors de la journée anti-guerre célébrée chaque année le 1er septembre, date de l'agression de l'Allemagne nazie contre la Pologne en 1939 : cette célébration a connu un nouvel élan en 2018.

Les défis principaux à relever en 2019 sont de développer cette campagne pour faire naître un mouvement encore plus efficace et de l'internationaliser. La coopération avec le mouvement pacifiste français pourrait jouer un rôle décisif.

### ***Campagne « Büchel sans armes nucléaires »***

La base aérienne de Büchel située dans le Land de Rhénanie-Palatinat est un site de stockage de 10 à 20 bombes thermonucléaires américaines (type B61) destinées à être emportées par les avions de combat Tornado de la Luftwaffe dans le cadre de l'OTAN. Le slogan « 20 semaines contre 20 bombes atomiques » résume le contenu de la campagne menée contre les armes nucléaires qui culmine avec des rassemblements à Büchel même.

Cette campagne de grande ampleur (2) est destinée à se poursuivre en 2019. Des centaines de personnes participeront à des actions de désobéissance civile pour manifester sous diverses formes leur rejet des armes nucléaires et leur approbation du traité d'interdiction des armes nucléaires.

### ***Campagne « non à la base aérienne de Ramstein »***

En juin 2019, pour la cinquième année consécutive, des milliers de personnes viendront manifester contre la base aérienne américaine de Ramstein, près de Kaiserslautern en Rhénanie-Palatinat (3), et exiger sa fermeture et tout particulièrement la fin de son usage pour la guerre des drones : cette base joue en effet un rôle central pour le transfert des communications entre le commandement aux États-Unis et les drones opérant en Afghanistan et au Moyen-Orient. Les actions de protestation menées à Ramstein sont portées par une large coalition d'organisations pacifistes et constituent actuellement les plus grandes manifestations d'Allemagne organisées devant une base militaire ; elles dénoncent le caractère illégal en droit international de l'utilisation des drones. L'important „camp pacifiste“ qui dresse chaque année ses tentes et ses scènes pendant une semaine à l'occasion des manifestations est devenu un rendez-vous obligé du mouvement pacifiste. Ce type d'action collective et festive a permis de créer auprès de la population et de l'opinion publique une atmosphère favorable aux idées de paix et de désarmement.

### ***Action « stop au commerce des armes »***

Cette initiative née en raison de l'explosion de la production et des exportations d'armement regroupe de nombreuses organisations de la société civile, notamment pacifistes, chrétiennes et écologistes (4). En 2018, cette coalition s'est adressée à l'opinion publique avec un appel intitulé „ouvrir les frontières pour les gens – fermer les frontières pour les armes“. Les mots d'ordre de cette campagne opposée aux exportations d'armements ont été ceux de la „course de la paix“ qui a eu lieu du 21 mai au 2 juin 2018, une course de 1100 km entre Oberndorf (Bade-Wurtemberg) et Berlin, avec 80 étapes dans toute l'Allemagne (5). Il existe de nombreuses autres initiatives locales, variées et décentralisées, pour dénoncer les exportations d'armement, ce qui se développe également au plan international.

Dans l'ensemble de ces campagnes et de ces initiatives pacifistes, l'opposition à l'OTAN occupe une place importante : la stratégie agressive de l'OTAN vis-à-vis de la Russie est massivement rejetée, les pacifistes plaident pour la sortie (beaucoup réclament même une sortie unilatérale de l'Allemagne d'une alliance militaire faite pour la guerre) et la dissolution de l'Otan au profit d'un système alternatif de sécurité commune, ce qui signifie que l'on adopte une attitude de dialogue constructif conduisant à des relations d'amitié et de coopération avec la Russie. Ces positions pacifistes de principe vis-à-vis de la Russie n'empêchent pas l'existence au sein du mouvement pacifiste de nettes différences quant à l'appréciation de la politique autoritariste du pouvoir russe, qu'il s'agisse de la Crimée, de l'Ukraine ou des sympathies affichées par une partie des élites russes vis-à-vis de l'AfD, l'extrême-droite populiste d'Allemagne. Mais ces divergences d'opinion n'empêchent pas que l'ensemble des forces pacifistes se retrouvent pour réclamer des relations de coopération avec la Russie et pour rejeter sans appel l'AfD dénoncée comme un parti favorable à la guerre. Les derniers développements au sein du mouvement pacifiste montrent clairement que la culture de la discussion a fait des progrès et qu'une plus grande solidarité est de mise pour surmonter les divergences d'appréciation, faisant reculer l'exclusion et la diffamation. Le

consensus antifasciste du serment de Buchenwald reste la référence et la base de l'engagement pour la paix, il fait du pluralisme et de l'acceptation de l'autre les conditions fondamentales pour mener ensemble des combats solidaires.

On l'a vu, le mouvement pacifiste allemand fait preuve d'une grande diversité dans ses formes d'action. Mais les „ **marches de Pâques**“ sont devenues depuis 1960 une tradition et restent le rendez-vous annuel incontournable des pacifistes allemands (6) : ces marches décentralisées ont lieu dans de très nombreuses villes allemandes le samedi, le dimanche ou le lundi de Pâques, elles permettent de populariser les mots d'ordre développés dans les grandes campagnes que nous avons évoquées. Leur nombre a augmenté en 2018, cela devrait encore être le cas en 2019.

### *En conclusion*

Si l'on veut pour conclure dresser un bilan de santé du mouvement pacifiste allemand, il nous faut pointer plusieurs éléments décisifs pour l'avenir. D'abord, il faut bien constater que la participation aux actions reste insuffisante ; elle a certes augmenté en 2018 mais on est loin d'atteindre le niveau nécessaire pour parler de mouvement de masse comme on a pu le faire dans les années 80. Ces dernières années, il n'y a pas eu de manifestations centrales géantes. L'organisation et le succès de telles manifestations nationales restent un objectif à atteindre, tout comme la poursuite du renouvellement et du rajeunissement aussi bien des organisateurs que des participants.

Ensuite, on peut estimer que lorsqu'il s'agit de prendre des décisions et de définir des orientations, le mouvement pacifiste reste trop tourné vers lui-même et pas assez vers l'extérieur, vers les gens qu'il s'agit de convaincre. Le mouvement pacifiste doit davantage se consacrer à l'action et éviter les querelles mesquines au profit de larges débats sur les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la paix. Il lui faut sortir de son pré carré et s'engager résolument et de manière controversée dans les grands débats qui animent la société, c'est là que se joue son avenir. Les opportunités existent et il a des chances de pouvoir être entendu pour peu qu'il développe ses actions dans l'unité.

Il reste que le mouvement pacifiste allemand est bien vivant, il lui faut tout faire pour gagner en puissances et ainsi se hisser à la hauteur politique requise pour faire face aux défis de notre époque.

Références :

- (1) [www.abruesten.jetzt](http://www.abruesten.jetzt)
- (2) <http://www.buechel-atomwaffenfrei.de>
- (3) [www.ramstein-kampagne.eu](http://www.ramstein-kampagne.eu)
- (4) [www.aufschrei-waffenhandel.de](http://www.aufschrei-waffenhandel.de)
- (5) <https://www.frieden-geht.de>
- (6) <https://www.friedenskooperative.de/ostermarsch-2019>

## Mouvements de paix : grands rassemblements d'hier, mobilisations d'aujourd'hui

Daniel Durand<sup>25</sup>

Dans un récent colloque (Colloque de la fondation Gabriel Péri des 15 et 16 janvier 2019 : « construire la paix, déconstruire et prévenir la guerre »), l'idée a été émise par deux ou trois intervenants, que nous ne connaissons pas aujourd'hui, de grands mouvements de paix, notamment en Europe. Les rassemblements évoqués renvoyaient notamment aux foules contre la guerre du Vietnam au début des années 1970, puis contre les "euromissiles", au début des années 80. À première analyse, cette observation semble justifiée et méritent évidemment qu'on s'y arrête et soulèvent plusieurs questions. Quelle était la nature de ces rassemblements pacifistes ? Leur absence aujourd'hui signifie-t-elle un affaiblissement du mouvement de paix en général ? cela traduit-il un glissement de l'opinion vers d'autres thématiques aujourd'hui plus sensibles ?

### *Des rassemblements « contre »*

Les grandes mobilisations souvent évoquées en 70 et en 80 ont en commun la même caractéristique : ces grands mouvements étaient fondamentalement des mouvements CONTRE (la guerre du Vietnam, contre les euromissiles).

Rappelons schématiquement quelques éléments de contexte. La guerre américaine au Vietnam est comprise de manière quasi universelle comme la dernière grande guerre coloniale contre un État qui s'était libéré partiellement de l'emprise française et dont la partie sud du pays, restait sous sujétion américano-française.

À travers l'offensive américaine, c'était aussi un affrontement à peine déguisé contre le « camp » socialiste et les pays en voie de développement. Les manifestations de protestation avaient donc pour ciment la défense de la liberté d'un petit peuple et la lutte contre un camp impérialiste post-colonial, jugé de manière universelle comme le camp oppresseur. La manifestation du 17 avril 1967 a eu un grand écho médiatique avec 200 000 personnes défilant à New York et des centaines de jeunes brûlant leurs papiers militaires. Mais c'est la grande manifestation du 15 novembre 1969 à Washington qui marqua l'histoire. Celle-ci est précédée, le 13 novembre, par une « marche contre la mort » qui dure à peu près 40 heures. On fait alors la lecture des noms de milliers de soldats américains morts au Vietnam et de ceux de villages détruits par les troupes. Le 15 novembre, de 250 000 à 500 000 personnes se rendent dans la capitale pour protester contre la politique de l'administration américaine au Vietnam <sup>26</sup>. En Europe, des rassemblements très importants ont lieu à Berlin, à Bonn, à Paris, dans de nombreux pays européens. Ces rassemblements étaient symbolisés dans le slogan « NON à la guerre au Vietnam ».

À la fin des années 70, la décision des États-Unis d'installer des missiles de portée intermédiaire Pershing en Europe en riposte au déploiement de missiles soviétiques SS20, crée une situation où la guerre en Europe redevient possible. L'opinion publique se mobilise pour condamner finalement cette double décision, et en France, à l'automne 1981, lors du rassemblement de Pantin, après quelques flottements, le Mouvement de la paix français

25 Directeur de l'IDRP, chercheur, dernier ouvrage - « 1914-1918 – Cent ans après : la paix ! » - Édilivre éditeur

26 « Perspective monde, de l'université canadienne de Sherbrooke :

<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve?codeEve=996>

popularise le slogan « ni Pershing, ni SS20 ». Les manifestations culminent le 22 et le 23 octobre 1983 avec des manifestations d'envergure qui se déroulent dans les grandes villes d'Europe (Bonn, Rome, Londres, Paris, Madrid, Bruxelles, etc.) Dans certains endroits, on évalue les foules à plus de 100 000 ou de 200 000 personnes. Le mouvement atteint également les États-Unis, mais cette journée-là, les rassemblements sont moins impressionnants que sur le Vieux Continent. Par contre, l'année précédente, le 12 juin 1982, près d'un million d'entre eux s'étaient réunis à New-York afin de manifester leur crainte face à l'escalade nucléaire<sup>27</sup>.

L'enjeu dans ces manifestations était donc bien de dire « NON » à ces déploiements de nouvelles armes « NON » à la guerre en Europe. Rappelons que ces mobilisations populaires déboucheront sur le Traité INF signé par Reagan et Gorbatchev en décembre 1987, et remis en cause aujourd'hui.

Il faut rattacher vingt ans après, la journée du 23 février 2003, journée mondiale de mobilisation contre l'invasion de l'Irak. Avec environ 6 millions de manifestants recensés dans le monde, ce fut incontestablement la plus grande mobilisation contre la guerre de l'histoire. Là encore avec un slogan unique « NON à la guerre en Irak ».

### ***Nouvelles mobilisations, nouveaux accords***

Il n'y a pas eu de mobilisations comparables depuis 15 ans. Peut-on en conclure que la lutte pour la paix s'est affaiblie, qu'elle a perdu de son intensité, voire de son intérêt pour les opinions.

Pourtant, si la lutte pour la paix s'était réellement affaiblie, comment expliquer que dans un contexte aussi défavorable, nous ayons conquis :

- en 1997, le traité d'Ottawa sur l'interdiction des mines anti-personnels, puis celui en 2008 sur les débris de guerre explosifs
- le traité instituant la cour pénale internationale concernant notamment les crimes de guerre ou contre l'humanité, signé en 1998 et ratifié en 2002.
- le Traité sur le commerce des armes signé en 2013 et entré en application en 2014
- enfin, le TIAN ou Traité d'interdiction des armes nucléaires, signé en 2017 et en voie de ratification.

### ***L'exemple de l'interdiction des mines antipersonnel***

Les accords de désarmement signés depuis la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel ont obéi au même schéma : ils se sont appuyés sur la défense des victimes, sur la mobilisation d'institutions internationales humanitaires comme la Croix-Rouge, sur des réseaux d'ONG, tout en mobilisant les réseaux de communication modernes.

Le premier événement significatif de la nouvelle puissance des opinions sur la question de la paix a été le succès de l'action aboutissant à la « Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction » (aussi appelée Convention d'Ottawa ou traité d'Ottawa), déposée à l'ONU le décembre 1997. Elle est l'exemple du premier traité international de désarmement, imposé totalement aux États par une coalition d'associations, d'organisations humanitaires et des moyennes puissances « bienveillantes » (Canada, Suède, notamment).

Concernant les armes à sous-munitions, dès 2003, des associations comme Handicap International se mobilisèrent pour que ces armes, qui violent par nature le droit international humanitaire, soient définitivement bannies. Les efforts de la Coalition contre les sous-munitions qui regroupait en 2008 près de 300 ONG, aboutirent à la signature les 3 et 4 décembre 2008, à Oslo, de la Convention sur les armes à sous-munitions. Celle-ci est un

27 Voir texte d'analyse de « Perspective monde, de l'université canadienne de Sherbrooke :

<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve?codeEve=142>

traité international humanitaire et de désarmement qui interdit totalement l'emploi, la production, le stockage et le transfert de cette catégorie d'armes et prévoit leur enlèvement et leur destruction.

L'originalité de ce processus a permis de faire démarrer et aboutir des négociations hors des circuits habituels des négociations de désarmement. Ce fut la première fois qu'un traité de désarmement aboutit en dehors des enceintes de négociation inter-étatiques...

### ***Le désarmement humanitaire***

Ainsi est né un nouveau type de désarmement : le désarmement humanitaire (donc lié aux personnes, aux populations, aux civils) qui s'appuie et contribue à renforcer le droit humanitaire (Conventions de Genève de l'après-guerre 1914-1918).

Le débat sur le désarmement nucléaire voire l'interdiction complète des armes nucléaires, a été relancé sous l'impulsion d'une campagne menée par un réseau d'ONG (ICAN) et des pays moyens (Autriche, Suisse, Norvège) qui placent leurs initiatives sous l'angle du désastre humanitaire que produirait un conflit nucléaire. Ce projet de Traité d'interdiction des armes nucléaires a reçu le soutien de 122 pays à l'Assemblée générale en juillet 2017r. Il a été ouvert à la signature en septembre, ce qu'ont fait plus de 50 pays malgré l'opposition des puissances nucléaires. Il crée une situation nouvelle, car non seulement l'utilisation, mais aussi la possession d'armes nucléaires, va devenir illégale ! L'attribution du prix Nobel de la paix au réseau initiateur ICAN renforce l'impact de cette campagne.

Il faut rattacher à ce type de nouvelle démarche de désarmement le Traité sur le commerce des armes classiques (TCA) qui a été adopté par les Nations unies en avril 2013, et est entré en vigueur 18 mois plus tard, le 24 décembre 2014. Il a été le fruit de la mobilisation endant dix ans des ONG comme Oxfam ou Amnesty international et de plusieurs États.

Il contient un certain nombre de règles qui visent notamment à arrêter la circulation d'armes à destination de pays où l'on sait qu'elles serviraient à commettre ou à faciliter un génocide, des crimes contre l'humanité, ou d'autres atteintes graves aux droits humains. L'objectif du Traité, tout en reconnaissant l'intérêt légitime des États à exporter, importer ou transférer des armes conventionnelles, est d'amener à ceux-ci à adopter en la matière des règles de comportement responsables, transparentes et proportionnées, afin de contribuer à la paix et à la stabilité internationales, et d'éviter les violations du droit international humanitaire et des droits à l'homme. À cette fin, le Traité prévoit notamment la mise en place de régimes nationaux de contrôle des exportations des matériels de guerre, l'adoption de mesures pour prévenir leur détournement et la remise de rapports sur la mise en œuvre du Traité. L'objectif du Traité sur le commerce des armes est essentiellement, pour certains pays (comme les États-Unis), de contribuer à réguler le commerce licite et, pour d'autres (comme la Russie), de lutter contre le commerce illicite des armes classiques. Pour la France, le Traité doit « viser ces deux objectifs, qui sont interdépendants ».

### ***au-delà du désarmement***

La création de la Cour pénale internationale (CPI) participe également de cette dynamique. Elle est la première cour permanente créée par traité pour contribuer à mettre fin à l'impunité des auteurs des crimes les plus graves qui touchent la communauté internationale : crimes de guerre, crimes contre la paix et crimes contre l'humanité. C'est une organisation internationale indépendante, qui n'appartient pas au système des Nations Unies. Elle siège à La Haye, aux Pays-Bas. En 1995, un groupe de 25 organisations des droits de l'Homme a lancé une campagne pour une cour pénale internationale permanente pour poursuivre les personnes responsables des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et de génocide. Cette campagne a été un succès puisque la CPI a été créée le 17 juillet 1998, lorsque 120 États ont adopté le Statut de Rome, son fondement juridique. Le Statut de Rome est entré en vigueur le 1er juillet 2002, après que sa ratification a atteint le quota minimum de 60 pays.



Israël, la Russie et les États-Unis, qui sont signataires, ne l'ont pas ratifié. La Chine n'est pas signataire.

Tous ces événements montrent qu'à côté des acteurs traditionnels des relations internationales, se manifestent d'autres intervenants : en premier lieu, les opinions publiques, essentiellement jusque-là par le biais des différents réseaux d'ONG mais aussi certaines institutions internationales qui se sont développées grâce au maillage onusien notamment sur le plan humanitaire comme la Croix-Rouge et enfin, des États intermédiaires, voire relativement peu importants mais qui ont intérêt à voir se renforcer les dispositifs de régulation internationale pour les protéger des pressions des grandes puissances.

### ***La nouvelle intervention des opinions***

Le paysage des relations entre acteurs de la guerre et de la paix : États et puissances économiques et financières d'un côté et individus et peuples de l'autre, est donc aujourd'hui fondamentalement modifié, même si le poids des États reste dominant.

Cette irruption de l'intervention des opinions publiques et des individus eux-mêmes, est potentiellement décuplée par le développement de l'information (télévision satellite, téléphone portable) et l'apparition des réseaux sociaux.

Ces nouvelles formes d'intervention liées aux nouvelles technologies jouent un rôle démultiplicateur des interventions citoyennes dans des proportions inconnues jusqu'alors.

Comment expliquer sinon qu'une coalition mondiale ait pu arriver à obliger ensemble tous les États à signer les accords de Paris en 2017 sur le réchauffement climatique ? Comment expliquer qu'en 15 jours, des ONG françaises aient recueilli 2 millions de signatures pour obliger l'État français à remplir ses obligations sur le climat.

Il faut se rendre à l'évidence : les mobilisations pour un monde plus pacifié, plus sûr, plus juste et plus démocratique existent toujours mais elles se sont profondément modifiées. Pour quoi cette évolution ?

### ***Les conflits ont changé, les conditions de la paix aussi***

Nous vivons depuis 1945 dans un monde marqué par l'adoption de la charte des Nations unies et par création de l'ONU. Au cœur de cette rupture historique, le fait que la guerre, la force est bannie des relations internationales, sauf légitime défense (très encadrée) ou menace sur la sécurité internationale (c'est le Conseil de sécurité qui gère alors le problème en vertu du chapitre VII).

Depuis 70 ans se livre une bataille politique considérable pour faire appliquer dans les faits cette volonté internationale théoriquement commune. Il est devenu de plus en plus difficile à une puissance de transgresser ouvertement cette légalité internationale. Cela explique en partie que les conflits d'aujourd'hui, se déclenchent soit « par procuration » en étant manipulés par des grandes puissances, soit à cause des conséquences de politiques économiques, financières sur des populations dans certaines régions, qui déclenchent des conflits intérieurs, infra-étatiques ou régionaux. Ces conflits aggravent les phénomènes de pauvreté, de déplacement de population et d'exode.

Si le caractère des guerres ou des conflits changent, les enjeux pour y faire face se modifient. Les questions de la prévention deviennent centrales : prévention politique, économique, sociale. Le renforcement de la sécurité régionale par le contrôle des transferts d'armement, par l'aide au développement, par l'aide au développement de la démocratie sont au cœur des solutions. Cela explique que l'on doit parler non seulement de sécurité collective, régionale, mais aussi de sécurité humaine car du sort des individus, dépend souvent le basculement d'une région dans la crise et la guerre.

C'est ainsi que la lutte pour la paix se modifie considérablement : à la construction d'une sécurité collective donc militaire correspondait naturellement le « NON » à la guerre, à la prévention des conflits et à la construction d'une sécurité humaine, correspond plus, le OUI à

la paix, au renforcement de la démilitarisation et du droit international, à la promotion du développement durable.

Le refus n'a pas disparu : la protestation doit toujours être aussi vive pour refuser l'inacceptable : les armes de destruction massive et d'abord l'arme nucléaire, les escalades guerrières pouvant conduire au génocide mais aujourd'hui, ces « lutttes du refus » peuvent et doivent s'accompagner de « lutttes constructives » pour un monde durable, vivable et pacifié. Ces lutttes constructives appellent d'autres mobilisations qui sont forcément citoyennes, mais aussi plus personnalisées, faisant intervenir plus les individus eux-mêmes. Donc, n'ayons aucune nostalgies des certaines mobilisations populaires des dernières décennies. Réfléchissons au monde d'aujourd'hui et à cet enjeu.

Comment rechercher (et trouver) les réelles conditions du développement du mouvement de paix moderne tant dans ses moyens d'action que dans ses objectifs et ses visées ?

**NOTE - PRÉVENTION  
DES CONFLITS**

## **Vénézuela : quelques remarques pour comprendre**

Obey Ament

Le Venezuela est sous la loupe des médias. Juan Guaido, président autoproclamé serait l'alternative pour un pays victime d'une « dictature » qui a soumis le pays dans la misère. Les médias ont dû modérer leur enthousiasme en constatant l'absence de consensus au Conseil de sécurité de l'ONU en faveur de cette manœuvre parrainée par Washington et la position adoptée par le Mexique et l'Uruguay en faveur d'une issue politique et sans ingérences extérieures. L'UE elle-même n'a pas pu trouver un consensus sur la question et a rejoint l'effort du Mexique et de l'Uruguay tout en exigeant la tenue d'élections. Elle a créé en parallèle son propre groupe de pays qui cherche à contourner l'initiative de Mexico et Montevideo avec l'objectif final de pousser Nicolas Maduro vers la sortie

Dans un scénario de « déjà vu », Washington prépare une intervention directe avec le concours de Juan Guaido qui appelle à une « aide humanitaire » qui devrait passer à travers la frontière avec la Colombie qui est gouverné par une droite hostile.

Si on connaît l'histoire récente du Venezuela on en peut pas être frappé par la façon dont on nous présente la situation actuelle. Ce pays serait frappé par la famine et la pauvreté produite par un régime dictatorial. Pas un mot sur la confrontation extrême qui existe depuis vingt ans entre un gouvernement qui se réclame de la révolution bolivarienne et une opposition formée des partis et des organisations patronales qui ont perdu le pouvoir politique avec l'élection de Hugo Chavez en 1998. Confrontation déclenchée après l'adoption en 2001 de 49 décrets-lois qui redonnait à l'État du pétrole, imposait plus fortement les transnationales et ouvrait la voie à la réforme agraire entre autres mesures qui ont valu à Hugo Chavez le titre de « dictateur ».

La situation actuelle en peut pas être compris si on oublie cette confrontation au plus haut niveau. Elle est la suite du coup d'État de 2002 organisé par ces mêmes forces qu'on nous présente aujourd'hui comme des résistants ainsi que le lock-out patronal et la grève organisée dans le secteur pétrolier qui ont paralysé l'économie avec l'objectif de faire tomber le gouvernement. Après avoir perdu le référendum de 2004 pour demander la destitution de Hugo Chavez, l'opposition a décidé boycotter les législatives de 2005. Elle a réussi néanmoins à marquer un point en gagnant le référendum de 2007 organisé par Hugo Chavez qui avait voulu forcer la marche vers la transformation du pays.

Avec la mort du président en 2013, l'opposition a cru voir s'entrouvrir une possibilité d'arriver à ses fins. Après l'élection de Nicolas Maduro à la présidence en 2013 et malgré les appels de ce dernier au dialogue l'opposition a fait le choix des mobilisations de rue violentes qui ont provoqué l'action répressive des forces de l'ordre. Des dirigeants organisateurs de ces manifestations arrêtés ont été présentés comme des résistants à un régime qu'on a encore une fois qualifié de dictatorial.

On ne peut pas ignorer les nombreuses erreurs commis par le chavisme. Le premier d'entre eux est celui de ne pas avoir eu la capacité de sortir de la dépendance vis à vis du pétrole qui représente 90 % des revenus du pays en devises. Incapacité qui s'est traduite par une dépendance vis à vis des importations de tout ce qui n'a pas pu être produit dans le pays et en premier lieu les produits alimentaires et de première nécessité. Un pays soumis aux attaques constantes et virulents des forces

d'opposition soutenus y compris financièrement par les États-Unis pouvait se développer dans les meilleures conditions ? Des milliards de dollars ont été consacrés au développement humain avec l'accès des plus pauvres à la santé, l'éducation, la retraite. Le patronat, qui contrôle une grande partie des entreprises de la distribution, a aggravé la situation en organisant l'accaparement de denrées et produits de première nécessité. On ne peut pas non plus nier les cas de corruption qui ont été mis à la lumière par le gouvernement mais pas toujours combattus avec la détermination nécessaire. Des spécialistes progressistes ont alerté depuis des années sur les dangers d'un système de change qui a favorisé la spéculation et l'envolée de l'inflation. On peut aussi souligner, comme certains responsables politiques chavistes l'ont fait, que les mécanismes de participation démocratique n'ont pas été mis en œuvre partout écartant souvent une partie des classes intermédiaires.

La chute des prix du pétrole et la dégradation du niveau de vie qui s'est ensuivi ont facilité la tâche à l'opposition qui a réussi à mobiliser une partie importante de la population.

Le rapport de forces au Venezuela et dans la région est moins favorable aux forces de la transformation. La droite, avec l'aide des États-Unis, et de ses alliés latino-américains et avec le soutien d'une bonne partie des pays de l'UE, pourraient aujourd'hui imposer ce qu'elle n'a pas pu gagner ni par les urnes ni par la force : une déroute de la révolution bolivarienne grâce à une intervention faite au nom de la démocratie. Si c'était le cas, ce serait non pas le résultat d'une révolution citoyenne mais la victoire des forces du passé qui n'ont jamais cessé d'organiser la confrontation afin de regagner le pouvoir perdu. Reste qu'il y a toujours un peuple attaché aux conquêtes réalisées et à l'aspiration d'un pays libre et indépendant et que la résistance est toujours possible.

**NOTE -ENGAGEMENTS  
POUR LA PAIX**

## **Appel de Bâle pour l'abandon de la dissuasion nucléaire**

*De nombreux responsables politiques et d'animateurs d'ONG ou de think-tanks du monde entier, à l'initiative du think-tank suisse « Basel Peace Office », lancent un appel aux dirigeants américains, russes et européens pour exprimer leur inquiétude devant la détérioration de la situation internationale en 2018. Ils déplorent la mise en cause du Traité FNI et l'affaiblissement du Traité START.*

*Les signataires demandent aux membres européens de l'OTAN de réaffirmer leur position face à tout déploiement de missiles nucléaires en Europe, et proposent un plan d'action pour abandonner progressivement la politique de dissuasion nucléaire et le remplacement de celle-ci par celle de la sécurité collective.*

*L'IDRP s'associe pleinement à cet Appel.*

L'appel de Bâle au désarmement et à la sécurité durable

Lettre ouverte sur les traités FNI & START, mesures de désarmement et de réduction des risques pour préserver la paix et atteindre une sécurité durable

À : **Donald Trump**, *Président des États-Unis*

**Vladimir Putin**, *Président de la Fédération de Russie*

**Jens Stoltenberg**, *Secrétaire Général de l'OTAN*

**Miroslav Lajčák**, *président de l'OSCE*

**Federica Mogherini**, *Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité*

**Eliot Engel**, *président de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants des USA*

**Adam Smith**, *président de la Commission des Forces Armées de la Chambre des représentants des USA*

**James Inhofe**, *président de la Commission des Forces Armées du Sénat américain*

**James Risch**, *président de la Commission des affaires étrangères du Sénat américain*

**Leonid Slutsky**, *président de la Commission des affaires étrangères de la Douma russe*

**Vladimir Shamanov**, *président de la Commission de défense de la Douma russe*

**Konstantin Kosachev**, *président du Comité des affaires étrangères du Conseil de la Fédération de Russie*

**Viktor Bondarev**, *président du Comité de la défense et de la sécurité du Conseil de la Fédération de Russie*

CPC:

**Xi Jinping**, *Président de la République populaire de Chine*

**Theresa May**, *Premier ministre du Royaume-Uni*

**Emmanuel Macron**, *Président de la République française*

Cher Président Trump, Président Putin, Secrétaire Général Stoltenberg, président Lajčák, Haute représentante Mogherini, Monsieur Engel, Monsieur Smith, Sénateur Inhofe, Sénateur Risch,  
L'année dernière le *Bulletin des scientifiques de l'atome* déplaça l'aiguille de "l'horloge de l'Apocalypse"

à minuit moins deux minutes en raison de "l'incapacité des dirigeants mondiaux de faire face aux menaces imminentes d'une guerre nucléaire et du changement climatique". Ils soulignaient au même temps les très grands risques, de plus en plus élevés, d'une utilisation de l'arme nucléaire, que ce soit par accident, erreur de calcul, escalade des conflits ou de façon intentionnelle.

Nous nous réjouissons de l'adoption des accords Coréens de paix ainsi que du processus de dénucléarisation qui a commencé dès ce moment et nous appuyons pleinement la continuation de la voie diplomatique afin d'en assurer le succès. Pareillement nous saluons favorablement l'adoption par les Nations-Unies du Traité d'interdiction des armes nucléaires.

Pourtant, nous restons extrêmement inquiets quant à la détérioration, qui a eu lieu durant l'année 2018, du climat européen et international en matière de sécurité, résultant de l'érosion du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire; quant au retrait des États-Unis du Plan global d'action conjoint (accord de non-prolifération nucléaire avec l'Iran) ; quant aux conflits non résolus opposant la Russie et l'Ouest, par rapport à la Crimée et la Syrie et ceux entre les États dotés d'armes nucléaires relativement à d'autres régions, y compris L'Asie du sud et la mer de Chine méridionale ; quant au développement continu et à la modernisation des armes nucléaires et des équipements militaires connexes ; quant aux jeux de guerre provocateurs ainsi qu'aux différentes stratégies de menace nucléaire.

- **Traité FNI**

Nous sommes particulièrement préoccupés par le déclin du Traité FNI, un accord historique conclu en 1987 entre les États-Unis et l'Union soviétique pour l'élimination de tous leurs missiles balistiques et de croisière, tant nucléaires que conventionnels, ayant une portée de 500 à 5500 kilomètres, un accord qui prévoit aussi un vaste régime d'inspection sur place pour vérifier sa mise en œuvre.

Nous demandons aux États-Unis et à la Russie de s'abstenir de mettre au point et de déployer des systèmes d'armements pouvant violer ledit Traité, ainsi que de résoudre les questions relatives au respect de l'accord avec le dialogue et par le biais d'un travail renforcé de la Commission de vérification spéciale établie par le Traité.

Nous demandons à la Douma russe et aux Congrès des États-Unis de refuser l'autorisation ou l'allocation de fonds pour le développement de systèmes d'armements qui pourraient violer le Traité, tels que le missile russe 9M729 ou qui pourraient offrir une capacité similaire à celle d'armes interdites par le Traité INF, telles que les missiles de croisière à lancement nucléaire, lancés par l'air ou par la mer.

Nous demandons aux membres européens de l'OTAN de réaffirmer leur position face à tout déploiement de missiles nucléaires en Europe.

- **Nouveau Traité sur la réduction des armes stratégiques (START)**

Nous sommes inquiets face à l'affaiblissement du nouveau Traité START par les conflits actuels. Ce Traité prévoit des limites raisonnables et la vérification du nombre d'armes et de vecteurs nucléaires stratégiques déployés, mais arrive à échéance en février 2021. Nous appelons donc les États-Unis et la Russie à vouloir prolonger le Traité jusqu'en 2026, ainsi qu'à vouloir réduire leurs arsenaux nucléaires, soit unilatéralement, soit par le biais de négociations.

- **Réduction du risque nucléaire y compris le principe de « non-recours en premier »**

Pour pouvoir réduire le risque d'utilisation de l'arme nucléaire par accident, erreur de calcul ou escalade des conflits, nous demandons à la Russie, les États-Unis et l'OTAN de vouloir réaffirmer qu'une guerre dans ce contexte ne peut être vaincue et ne devra jamais être entamée, ainsi que de vouloir adopter des politiques de lutte contre l'utilisation des armes nucléaires (des politiques de « non recours en premier »). Nous demandons pareillement à la Russie et aux États-Unis de vouloir abandonner leurs politiques en matière d'armes nucléaires de

« lancement sur alerte », ainsi que leur haut niveau d'état de préparation opérationnelle des systèmes d'utilisation des armes nucléaires.

- **L'objectif d'un monde sans armes nucléaires**

Nous soulignons l'obligation universelle de parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires et nous saluons favorablement l'engagement pris par l'OTAN et les États-Unis de « créer les conditions » pour que ce but se réalise. Nous leur demandons ainsi de mettre en œuvre leur engagement à travers :

1. le renforcement du dialogue et de la coopération avec les autres États dotés d'armes nucléaires ;
2. le développement d'un plan d'action pour abandonner progressivement la politique de dissuasion nucléaire et le remplacement de celle-ci par celle de la sécurité collective ;
3. la réalisation de mesures initiales telles que la réduction des stocks nucléaires, l'annulation des programmes de modernisation des armes nucléaires, la réduction du budget destiné aux armes nucléaires avec une réaffectation des fonds en faveur du développement durable ; et
4. la participation, avec d'autres États dotés de l'arme nucléaire ainsi qu'avec ceux qui en dépendent, aux négociations pour l'adoption d'une convention globale sur les armes nucléaires (pour éliminer toutes les armes nucléaires), que la Chine, l'Inde, le Pakistan, la Corée du Nord et la plus part des États non dotés d'armes nucléaires ont déjà encouragé.

Nous réaffirmons que le désarmement contribue à la création de la sécurité et nous nous engageons avec détermination pour parvenir à un monde moins militarisé et exempt de l'arme nucléaire. Nous demandons aux villes, gouvernements et sociétés civiles de partout dans le monde de se joindre à nous dans cette démarche.

Adopté à Bâle, le 15 janvier 2019,

**NOTE -ENGAGEMENTS  
POUR LA PAIX**

## **De nouveau, un Forum pour la paix à Paris en novembre 2019**

Le Forum de Paris sur la Paix, lancé en 2018 par le président Macron, revient du 11 au 13 novembre 2019. Un nouvel appel à projets sera lancé le 13 mars à cette occasion.

Pour les organisateurs, la première édition du Forum de Paris sur la Paix en 2018 a connu « un succès international en rassemblant pendant trois jours 65 chefs d'État et de gouvernement, 10 dirigeants d'organisation multilatérale et plus de 6000 représentants de la société civile au sens large ». Certes, le Forum avait connu un certain retentissement médiatique mais qui avait été largement éclipsé par la polémique née des propos inadmissibles sur les vertus de Philippe Pétain.

Le communiqué officiel fait preuve de beaucoup d'autosatisfaction en se vantant qu'à la suite d'un premier appel à projets, « 860 candidatures issues de 116 pays et de 20 organisations internationales avaient été reçues. 121 projets ont été sélectionnés pour être présentés et discutés lors de l'événement et, parmi eux, 10 ont été retenus pour être accompagnés tout au long de l'année ».

**Il faut rappeler quand même que tous les projets portant un contenu plus revendicatif, moins en accord avec les discours officiels classiques, comme ceux pour la culture de paix du Mouvement de la paix, n'avaient pas été retenus.**

Les organisateurs affirment que « pour faire face aux défis persistants d'organisation du monde et aux attaques contre le multilatéralisme, le Forum de Paris sur la Paix continue à agir comme force de mobilisation pour rassembler tous les acteurs engagés et comme incubateur pour faire avancer les solutions concrètes de gouvernance mondiale ».

Ces projets recouvriront comme l'année dernière cinq domaines :

- paix & sécurité ;
- développement ;
- environnement ;
- nouvelles technologies ;
- économie inclusive.

Et cette année, un nouveau thème sera ajouté « culture & éducation ». Tous les porteurs de projets pourront déposer leur candidature pour venir présenter leur projet cet automne à Paris. L'appel à projets 2019 sera ouvert du 13 mars au 13 mai.

L'avenir dira si l'organisation sera plus accueillante et moins timorée envers toutes les associations pour créer un événement mondial sur la paix véritablement universel et moins encadré par le gouvernement français. Des remaniements ont eu lieu dans l'équipe de direction, avec l'arrivée de nouvelles personnalités à la co-présidence du Conseil d'orientation, Mme Trisha Shetty (Inde) et M. Igor Yurgens (Russie). Justin Vaïsse restera au centre du fonctionnement du Forum comme directeur général.



## NOTE - MULTILATÉRALISME

### Un premier sommet entre l'UE et la Ligue arabe.

Les dirigeants de l'Union européenne et de la Ligue arabe se sont rencontrés le dimanche 24 février 2019 à Charm el-Cheikh, dans l'est de l'Égypte, dans le but mettre en place des stratégies afin de protéger leurs intérêts diplomatiques, économiques et de sécurité traditionnels.

Le sommet de deux jours – auquel ont pris part les dirigeants de près d'une quarantaine de pays des deux côtés – est considéré par les deux parties comme un moyen de protéger leurs intérêts diplomatiques, économiques et de sécurité traditionnels. Parmi les rares absents, côté européen, figurent, le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez, les dirigeants lituaniens et lettons ainsi que le président français Emmanuel Macron. La France est représentée par son ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian alors que l'Allemagne est représentée au premier rang par sa chancelière Angela Merkel.

Le sommet intervient à un moment où les États-Unis se désengagent de la région, au contraire de la Russie et la Chine, ce qui n'est "pas nécessairement dans notre intérêt", a assuré une source de l'UE.

Les problèmes régionaux, notamment le meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, la crise du Golfe, les guerres régionales et le Brexit ont été abordés, ainsi que le dossier des migrations, au cœur des relations entre les deux blocs, et pour lequel, le président du Conseil européen Donald Tusk a appelé à une collaboration étroite.

Au deuxième et dernier jour du sommet lundi, selon le journal La Croix, l'accent a été mis plus particulièrement sur les dossiers régionaux dont le Yémen, la Libye, la Syrie ou le processus de paix israélo-palestinien. Dans une intervention devant la presse, la chancelière allemande Angela Merkel a dressé une liste des sujets abordés avec ses homologues des deux entités: conflit syrien, Libye, Iran, combat contre le terrorisme islamiste. Elle a également souligné la nécessité de parvenir à une solution à deux États dans le conflit israélo-palestinien et de résoudre "la terrible catastrophe humanitaire au Yémen".

On peut regretter que le président Macron n'ait pas jugé prioritaire de participer à ce sommet qui était une « première » et qui était une occasion de renforcer le rôle de l'Europe dans la recherche des solutions de pax au Moyen-Orient. Son représentant M. Le Drian n'a pas fait, si l'on se fie aux comptes-rendus de presse, un rôle politique de premier plan. Mais, on sait que celui-ci est plus à l'aise dans les discussions de ventes d'armes que dans la diplomatie pour la paix.

## L'édito

Le centenaire de la guerre 1914-1918 a provoqué quelques débats et réflexions salutaires sur le sens de la guerre et de la paix dans le monde d'aujourd'hui, mais sans entraîner de véritable pause dans certains conflits qui déchirent des régions entières.

2019 s'ouvre sur des tensions non-résolues et de nouveaux risques d'affrontement. Le Venezuela menace de basculer dans la guerre du fait de la politique agressive de Donald Trump qui jette de l'huile sur le feu, alors que toute la communauté internationale devrait aider à trouver une solution politique, aidant à améliorer le sort de la population de ce pays au lieu de l'aggraver. Le président Macron bafoue ses belles déclarations sur le multilatéralisme en ne respectant pas la souveraineté du gouvernement Maduro que l'ONU et les trois-quarts de la planète reconnaissent comme légitime. Sur le continent asiatique, les tensions qui renaissent entre l'Inde et le Pakistan effraient puisque ces deux rivaux voisins possèdent l'arme nucléaire.

Les efforts de paix entre Corée du nord et USA marquent le pas, alors que de nouveaux espoirs semblaient se lever.

Certes, l'espoir existe du côté de l'opinion puisque la ratification du Traité d'interdiction des armes nucléaires continue son chemin avec une 21<sup>e</sup> de poids : celle de l'Afrique du sud, état qui a su en son temps renoncer à ses armes de mort.

Dans ce monde troublé, l'Europe pourrait jouer un rôle plus positif, c'est ce qu'essaie d'approfondir notre Cahier de l'IDRP de mars avec deux articles géostratégiques sur l'Europe de Olivier Kempf et de Paul Quilès, et deux articles sur les mouvements de paix européens : la situation du mouvement allemand aujourd'hui par deux spécialistes, Alain Rouy et Werner Braun, et les évolutions nouvelles de la lutte pour la paix dans les deux dernières décennies, décortiquées par Daniel Durand

Bonne lecture, bonne réflexion sur les enjeux de la paix aujourd'hui. Nous espérons que vous serez nombreux à juger l'existence de l'IRP et son œuvre utiles,.

Le site <http://institutidrp.org>, qui publie en ligne tous les derniers numéros des Cahiers de l'IDRP, est à votre disposition.

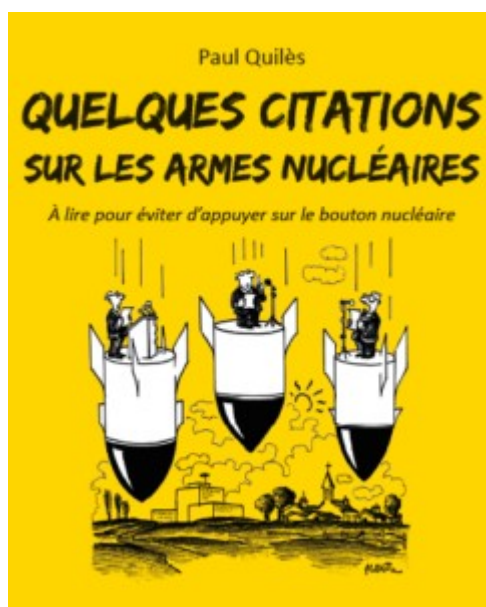
Bernard Hugo, président

\*\*\*\*\*

## Un livre à conseiller

### Quelques citations sur les armes nucléaires

Paul Quilès



Le nouveau livre de Paul Quilès présente 40 courtes citations qui émanent de personnalités ayant exercé des fonctions importantes dans leurs pays ou au niveau international : chefs d'État, ministres, généraux, intellectuels, scientifiques, membres d'ONG...

Pour la plupart d'entre eux, ces responsables ont eu à connaître de près le fonctionnement de l'arme nucléaire et ont évolué dans le jugement qu'ils portent sur sa pertinence.

Leurs réflexions, souvent très directes, tranchent avec l'hypocrisie et l'irresponsabilité des détenteurs du pouvoir de déclenchement de l'apocalypse nucléaire et de leurs conseillers.

Ces citations devraient faire réfléchir ceux qui doutent encore de la nécessité d'interdire l'arme nucléaire comme cela a été fait pour les armes chimiques et biologiques.

Le livre est illustré par des dessins de Plantu et par des portraits des personnalités citées.

Pour commander - Merci d'envoyer vos coordonnées (nom, prénom, adresse postale) accompagnées d'un chèque de 7€ à l'ordre d'Initiatives pour le Désarmement Nucléaire à l'adresse suivante : 23 rue d'Alleray, 75 015 Paris ; ou contactez-nous sur [contact@idn-france.org](mailto:contact@idn-france.org)

## Prochain numéro en juin

Le prochain numéro des Cahiers de l'IDRP, « nouvelle formule » paraîtra en juin 2019

*Les Cahiers de l'IDRP* - Publication trimestrielle de l'Institut de Documentation et de Recherche sur la Paix -

Analyses, réflexions, recherches, de spécialistes de différentes questions internationales intéressant la sécurité et la paix.

Publication papier, relayée par le site Internet de l'IDRP sur lequel le débat peut s'ouvrir par l'envoi de courriels.

Directeur de publication : Jacques Le Dauphin (†) - C.P.P. : en cours

Prix au numéro : 5 € - Abonnement annuel (4 n°) : 16 €

IDRP -Siège de l'ARAC, 2 place du Méridien 94807 VILLEJUIF CEDEX – <http://www.institutidrp.org> -

Contact : 06 60 57 07 76